



Assemblée générale

Soixante-seizième session

6^e séance plénière

Mercredi 22 septembre 2021, à 11 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Shahid (Maldives)

En l'absence du Président, M. Vongnorkeo (République démocratique populaire lao), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 11 heures.

Allocution de M. Željko Komšić, Président de la Présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la Présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine.

M. Željko Komšić, Président de la Présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Željko Komšić, Président de la Présidence collégiale de Bosnie-Herzégovine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Le Président Komšić (parle en bosniaque ; texte anglais fourni par la délégation) : Le sujet du débat de cette année couvre un grand nombre de questions d'actualité qui posent clairement certains des défis principaux qui jalonnent notre parcours en tant que société mondiale et pays individuels qui conçoivent leurs propres politiques nationales et internationales. Le degré de notre engagement à accorder la priorité aux valeurs communes que nous avons choisi de protéger

donnera donc la mesure de notre capacité à réaliser nos aspirations communes.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a généré un enseignement important en nous montrant avec quelle facilité le système international existant peut être ébranlé, mais elle nous a également montré la solidité et la résilience dont doivent faire preuve nos institutions multilatérales et internationales pour être en mesure de répondre aux situations de crise. Du jour au lendemain, les relations internationales ont été menacées et les droits de l'homme restreints. Le multilatéralisme a semblé s'effondrer. L'écart entre les pays riches et développés, d'un côté, et les pays plus pauvres et moins développés, de l'autre, est plus marqué que jamais en termes d'accès au matériel médical, aux médicaments et aux vaccins. Pour favoriser le relèvement social et économique, la seule chose à faire dans de telles circonstances était d'espérer que la résilience des économies et des systèmes de santé nationaux, ainsi que des institutions internationales, notamment les organes de l'ONU, permette de combattre la pandémie et de mettre au point et distribuer des vaccins.

Dans le même temps, je tiens à souligner l'importance que revêtent la coopération bilatérale et l'aide des pays voisins ou amis, qui dans de nombreuses régions, notamment la mienne, ont été les premiers à fournir une aide concrète et à manifester leur solidarité – bien avant que les institutions multilatérales soient en mesure de lutter contre la pandémie de COVID-19. Cela nous a permis d'espérer et a montré la nécessité d'entretenir de

Conformément à la décision 75/573, et sans que cela crée de précédent pour les futurs débats généraux, les procès-verbaux de l'Assemblée générale s'accompagneront d'annexes où figureront les déclarations préenregistrées faites par les chefs d'État et autres dignitaires, qui auront été soumises à la présidence de l'Assemblée générale au plus tard le jour de leur diffusion dans la salle de l'Assemblée générale. Les déclarations doivent être envoyées à l'adresse : estatements@un.org.



bonnes relations bilatérales. Cela justifiait également d'investir dans les capacités en matière de coopération régionale. En conséquence, je tiens à féliciter certaines des nombreuses organisations régionales présentes dans les Balkans occidentaux qui ont contribué à faire fonctionner l'économie et ont facilité l'afflux de personnes et d'articles de première nécessité dans ces nouvelles circonstances. Je pense en premier lieu à l'Accord de libre-échange d'Europe centrale et au Conseil de coopération régionale de l'Europe du Sud-Est.

La pandémie a changé le monde et entravé la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Dans ces nouvelles circonstances, les ODD doivent être vus sous un jour nouveau. Toutefois, une des principales questions qui se posent actuellement, et qui est étroitement liée à l'idée que la société mondiale doit réaliser les ODD, est de savoir comment répondre efficacement aux besoins de la planète. Les changements climatiques et le réchauffement de la planète, qui sont à la fois visibles et scientifiquement prouvés grâce aux travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), sont des problèmes fondamentaux qui se dressent dans la voie du développement durable. Selon le rapport spécial du GIEC publié en 2018, nos efforts visant à ralentir le réchauffement mondial et à combattre les changements climatiques n'aboutissent globalement pas aux résultats que nous devons obtenir d'ici à 2050, et le rapport de cette année contient le même avertissement.

Les changements climatiques ne se limitent plus aux avertissements de la communauté scientifique. Ils illustrent une situation de crise dans laquelle nous nous trouvons déjà. La lutte contre les changements climatiques est coûteuse, mais le prix à payer sera beaucoup plus élevé si nous ne prenons pas au sérieux la nécessité d'accélérer les mesures d'atténuation ces changements. Nous avons pris cet engagement parce que la survie de l'humanité, qui nécessite de limiter la hausse des températures, est une valeur que nous devons défendre à tout prix. Nous n'avons pas choisi cette valeur ; elle nous a choisis.

J'estime qu'à long terme, cette mobilisation nécessaire sera plus coûteuse pour les pays moins développés et en développement – les pays qui restent dépendants de l'énergie générée par les combustibles fossiles. En règle générale, ces pays n'ont pas des capacités ou des ressources suffisantes pour effectuer une transition rapide et équitable vers les énergies vertes. Cela aura une incidence sur leur capacité à réaliser les ODD à moyen

terme. En conséquence, l'appui financier à la mise en œuvre du programme vert est extrêmement important, notamment les contributions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et d'associations régionales telles que l'Union européenne (UE).

En sus des obligations énoncées dans l'Accord de Paris, des normes supplémentaires sont imposées par l'UE et acceptées par des pays tels que la Bosnie-Herzégovine dans le cadre du Processus de stabilisation et d'association avec l'Union. Dans mon pays, la Bosnie-Herzégovine, environ 40 % de l'électricité produite provient de notre capacité à produire de l'énergie verte. Cependant, la fermeture progressive des centrales thermiques, et donc de la plupart de nos mines, qui doit s'effectuer au cours des 25 à 30 prochaines années, causera un déficit d'électricité qu'il sera difficile de combler en temps voulu en produisant de l'énergie verte si nous voulons également préserver nos cours d'eau et notre biodiversité écologique dans le respect des normes internationales. Voici certaines des circonstances et des problèmes bien réels que nous devons affronter, et je suis certain que de nombreux autres États représentés dans cette salle sont confrontés à des problèmes similaires. Néanmoins, la Bosnie-Herzégovine reste fidèle à sa promesse de contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Une des conséquences du ralentissement du développement durable auxquelles nous sommes confrontés est la fuite des personnes en âge de travailler vers les pays développés. Selon les statistiques disponibles, près de 10 % de la population ont quitté la Bosnie-Herzégovine depuis le dernier recensement en 2013, dont une majorité de personnes en âge de travailler et de jeunes familles avec des enfants. C'est pourquoi j'appelle l'attention sur le fait que, hormis la vague bien connue de migrants économiques originaires d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord qui arrivent dans mon pays – et nous nous efforçons de fournir une aide humanitaire, des vivres et des hébergements à ces personnes –, nous devons également faire face au départ de nos citoyens, ce qui cause des problèmes sociaux supplémentaires pour notre société. Nos citoyens quittent la Bosnie-Herzégovine pour partir chercher de meilleures perspectives professionnelles et de vie. Ils recherchent également la sécurité dans des sociétés plus stables qui promeuvent et protègent plus activement les valeurs des droits de l'homme. Ils sont attirés par la possibilité de vivre dans un environnement où leurs compétences et

leur travail peuvent leur permettre de mener une vie stable dans un environnement social normal.

C'est pour cette raison que je voudrais appeler l'attention sur la protection des droits humains, qui est une autre valeur importante. Il s'agit d'un principe qui a été déjà consacré par la Déclaration universelle des droits de l'homme. En Europe, nous avons également la Convention européenne des droits de l'homme, mise en œuvre sous les auspices du Conseil de l'Europe, tandis que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne est entrée en vigueur en 2009. Cependant, ces derniers temps, l'appui aux valeurs qui sous-tendent les droits de l'homme semble s'être affaibli, car nous constatons qu'elles sont appliquées de manière sélective et qu'elles sont invoquées sur la base d'une politique de deux poids, deux mesures. J'estime que ces tendances représentent une grave menace pour le système de protection des droits humains.

L'intensification d'une politique à caractère ethnique dans mon pays, fondée sur l'exclusion et des tendances chauvines ethniques, ainsi que la montée de l'intolérance religieuse et le recul de la laïcité dans la région des Balkans occidentaux, sont extrêmement préoccupants. Après l'expérience de la guerre de 1992-1995, les citoyens de Bosnie-Herzégovine sont très sensibles à ces perturbations sociales, surtout si l'on tient compte du génocide qui a été commis à Srebrenica et qui a été reconnu comme tel par un verdict de la Cour internationale de Justice à La Haye et confirmé par les jugements du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

À cet égard, je voudrais rappeler à l'Assemblée que mon pays est considéré comme un exemple de succès non seulement en matière de consolidation de la paix, mais également en matière de maintien de la paix et de développement des institutions dans le cadre du mandat des Nations Unies. La Constitution de la Bosnie-Herzégovine est un élément de l'accord international de paix en Bosnie-Herzégovine, connu sous le nom d'Accord de paix de Dayton. La Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention européenne des droits de l'homme font également partie intégrante de cette constitution. Cependant, au cours des dernières années, notre société subit des pressions croissantes suite à des tentatives visant à dégrader les droits humains et civils fondamentaux et à faire en sorte que les droits humains ne s'appliquent pas à des citoyens individuels. Le système complexe des institutions de la Bosnie-Herzégovine, basé sur l'Accord

de paix, a fait qu'il est difficile de parvenir au consensus politique nécessaire pour permettre à mon pays de passer de l'Accord de Dayton, qui a mis fin à la guerre, à un État opérationnel avec des perspectives d'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN en adoptant toutes les valeurs indispensables à la démocratie, à l'état de droit et à la protection des droits humains et des libertés fondamentales.

Pour illustrer la sélectivité avec laquelle les instruments internationaux relatifs aux droits humains sont appliqués, je voudrais examiner ce domaine particulièrement important qu'est la protection des droits humains du point de vue du pays dont je suis originaire. Je pense que nous convenons tous que protéger les droits humains dans tous les secteurs de la société est une condition indispensable pour l'édification de démocraties stables dans lesquelles règnent la paix et la prospérité. Cependant, en analysant la situation à travers le prisme du système politique de la Bosnie-Herzégovine, je voudrais saisir cette occasion pour partager avec l'Assemblée quelques aspects importants qui font malheureusement partie du revers de la médaille, plus négatif, et plus sombre.

L'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine, paraphé à Dayton et signé à Paris en 1995, est en vigueur en Bosnie-Herzégovine. En tant qu'annexe 4, la Constitution de la Bosnie-Herzégovine fait partie intégrante de l'Accord. Dans son préambule, il est précisé clairement et sans équivoque qu'elle s'inspire notamment de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. S'il est entendu que l'accession à la Déclaration universelle des droits de l'homme n'impose pas directement d'obligation juridique aux pays signataires, il s'agit incontestablement d'un système de valeurs qui vise, entre autres choses, à créer une société fondée sur l'égalité de tous les êtres humains dans le monde, en ce qui concerne leurs droits fondamentaux, à l'intérieur et à l'extérieur des pays.

Malheureusement, ce système de valeurs fondé sur l'égalité de chaque individu au sein d'une société n'existe pas en Bosnie-Herzégovine. Je tiens également à rappeler que dans cinq jugements rendus contre la Bosnie-Herzégovine, un tribunal international, la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg, a établi qu'il existe une discrimination ou des inégalités systémiques entre les citoyens de mon pays. Ces inégalités sont visibles dans plusieurs domaines de la vie, notamment sur le plan politique – parce que tous les citoyens n'ont pas les mêmes droits au sein du

système électoral –, mais aussi parce que ces citoyens n'ont pas les mêmes droits et chances sur le plan social, comme le droit au travail. Le système politique de la Bosnie-Herzégovine est tel qu'il privilégie l'origine ethnique d'un individu. En fonction de leur appartenance ethnique, les citoyens de mon pays ont plus ou moins de droits, selon la région du pays où ils vivent. Je voudrais saisir cette occasion pour rappeler à l'Assemblée que la discrimination fondée sur l'origine ethnique d'une personne est l'une des formes de discrimination raciale énoncées au paragraphe 1 de l'article premier de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, adoptée par les Nations Unies en 1965.

La complexité de cette question est évidente dans les tentatives visant à faire de la discrimination entre les citoyens de la Bosnie-Herzégovine et à ne pas les traiter sur un pied d'égalité, même dans le cadre de la diplomatie internationale, en insistant sur l'origine ethnique de certains citoyens et en exigeant plus de droits pour les communautés ethniques soutenues par les pays voisins, et ce, toujours au détriment des droits fondamentaux. Cela signifie que les droits collectifs de certains, qui ne sont pas consacrés par le droit international, sont placés au-dessus des droits fondamentaux des individus. Je tiens à souligner que cela est inacceptable.

En outre, dans le cadre de leurs activités diplomatiques, certains acteurs appellent à encore plus de discrimination pour des raisons ethniques afin de créer une atmosphère propice à un processus d'autodétermination au sein de ces communautés ethniques, le but ultime étant la dissolution ou la désintégration de la Bosnie-Herzégovine et l'annexion de parties de son territoire par les pays voisins. Ces activités favorisent les inégalités en matière de droits humains, et ainsi, dévalorisent et bafouent les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ces mêmes acteurs rejettent les jugements du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, qui a établi l'existence d'un génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre, d'actes de nettoyage ethnique et même d'entreprises criminelles communes, et qui a également établi que tous ces crimes odieux ont été commis sur la base de différences ethniques des citoyens de la Bosnie-Herzégovine. Cela va à l'encontre de l'un des droits fondamentaux inscrit dans la Déclaration universelle, à savoir le droit à la vie.

Les criminels de guerre sont glorifiés et récompensés, sans aucun scrupule, ce qui, à mon avis, va directement à l'encontre d'un autre principe des Nations

Unies, qui est de mettre fin à l'impunité pour les crimes de guerre. Cela soulève d'autres questions, qui exigent des réponses claires. Comment devons-nous traiter les acteurs politiques et nationaux qui rejettent les décisions des tribunaux établis par les Nations Unies ? Comment devons-nous traiter les cas spécifiques où les décisions condamnant les auteurs de crimes de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et de nettoyage ethnique sont rejetées ? Est-ce que ceux qui rejettent ces verdicts et offrent un abri aux auteurs de génocide et de crimes de guerre devraient même être autorisés à faire partie de l'ordre juridique international ? Cette question touche directement au cœur des fondements du droit international et de l'Organisation des Nations Unies elle-même.

Dans le même temps, les principes de la compétence universelle sont détournés à des fins politiques en dehors des procédures prescrites et des accords qui ont été conclus entre les États et qui précisent clairement les modalités de poursuite des personnes soupçonnées de crimes de guerre qui doivent répondre de leurs actes. Ces personnes soupçonnées de crimes de guerre sont des citoyens des pays qui en portent la responsabilité première. L'utilisation de la compétence universelle de manière sélective et politique compromet gravement les principes du droit pénal et de la sécurité juridique, et donc des droits de l'homme. Elle sape également la confiance dans les mécanismes judiciaires.

D'autre part, les diverses politiques visant à imposer la discrimination et l'inégalité aux citoyens de la Bosnie-Herzégovine sont une tentative de s'immiscer dans le système constitutionnel et juridique de mon pays afin d'obtenir une prétendue clef d'or ou une action spécifique dans la gestion et les processus décisionnels du pays. Aucune loi internationale, y compris la Charte des Nations Unies, ne doit permettre d'agir de la sorte. Ces initiatives sur le front diplomatique, qui privent les individus de leurs droits fondamentaux afin d'atteindre des objectifs évidents basés sur des droits collectifs imaginaires, ne sont pas conformes au principe des relations de bon voisinage. Elles visent à dissimuler l'objectif stratégique d'appropriation de certaines parties du territoire de la Bosnie-Herzégovine.

Ces tendances font clairement fi des principes des droits de l'homme établis par un certain nombre de textes de droit international, dont la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ce sont les objectifs politiquement dangereux qui les sous-tendent, visant le territoire de la Bosnie-Herzégovine, qui déstabilisent

quotidiennement les Balkans occidentaux. On le voit clairement dans les efforts qui sont déployés pour imposer l'inégalité entre les citoyens sur la base de leur appartenance ethnique, ce qui, qu'il me soit permis de le rappeler aux États Membres, est une forme de discrimination raciale. On le voit également dans les efforts qui sont déployés pour créer des zones territoriales ethniquement pures. Le but de cette explication est de donner des exemples concrets démontrant que des objectifs politiques peuvent se cacher derrière le non-respect des droits de l'homme et la création d'un climat d'inégalité entre les citoyens, et cela peut déstabiliser des régions entières telles que les Balkans occidentaux. En plus d'être totalement inacceptable, c'est aussi très dangereux.

Je parle de la situation dans mon pays dans le contexte de l'importance des mécanismes de l'ONU. Par l'intermédiaire de deux résolutions, notamment la résolution 1031 (1995), l'ONU a créé l'institution du Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine afin de surveiller la mise en œuvre de l'Accord de paix de Dayton. L'ONU elle-même est donc tenue de protéger l'ordre international en protégeant les textes de droit international, dont la Déclaration universelle des droits de l'homme. Par conséquent, je pense que c'est le lieu d'exprimer avec insistance notre espoir que le nouveau Haut-Représentant de la communauté internationale en Bosnie-Herzégovine tiendra compte de l'importance de protéger nos actes juridiques internationaux et leurs valeurs fondamentales. C'est l'une de ses tâches les plus importantes.

Autrement, si la communauté internationale en Bosnie-Herzégovine veut renoncer à mettre en œuvre la Déclaration universelle des droits de l'homme, nous devons nous demander si la Déclaration universelle a une utilité quelconque si sa mise en œuvre est sélective. Devons-nous nous donner la peine de parler de la protection des droits de l'homme en général si, dans le cas spécifique de la Bosnie-Herzégovine, où l'ONU a encore un mandat exécutif par l'intermédiaire du Bureau du Haut-Représentant, nous ne montrons pas l'exemple en prouvant que nous sommes disposés à défendre des valeurs communes telles que la protection des droits de l'homme et l'égalité de chaque citoyen quelque différent qu'il soit ?

En dépit de toutes les divergences au sein de la Bosnie-Herzégovine, notamment au sein de la communauté internationale représentée par le Conseil de mise en œuvre de la paix en Bosnie-Herzégovine, qui assiste

le Haut-Représentant, je pense que le respect des valeurs des droits de l'homme doit être l'unique ligne directrice du futur développement politique de mon pays, en tant que gage de préservation de sa paix et de son avenir. Tous les habitants de mon pays, indépendamment de leur identité, de leur appartenance ethnique, de leur affiliation religieuse ou de leur non-affiliation, doivent avoir les mêmes droits. Sinon, nous nous retrouverons dans une société orwellienne, où il est admis qu'en fin de compte, certaines personnes sont plus importantes que d'autres. Cela mettra toujours en péril la stabilité d'une société et compromettra la paix et la sécurité. De cette tribune, j'exhorte les institutions des Nations Unies à insister sur l'importance de protéger les droits de l'homme dans tous les domaines de leurs activités.

Enfin, je tiens à exprimer mon appui aux efforts du Secrétaire général qui, avec l'aide de son personnel et des organismes des Nations Unies, est parvenu à préserver le rôle de l'ONU dans les circonstances difficiles créées par la pandémie. Je tiens également à remercier le Président des efforts qu'il a déployés cette année pour nous donner l'occasion d'échanger en personne nos points de vue sur les problèmes du monde actuel ainsi que de discuter des mesures sociales que nous avons prises dans les pays dont nous sommes originaires. Je pense que l'année prochaine, nous tiendrons un débat général dans de meilleures circonstances épidémiologiques. Cela exige certainement que nous promouvions la nécessité de la vaccination comme seul moyen scientifiquement prouvé d'éviter non seulement des conséquences mortelles pour la santé humaine, mais aussi de graves conséquences économiques pour la société.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la Présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Željko Komšić, Président de la Présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de S. M. le Roi Abdullah II ibn Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et des expatriés de la Jordanie, qui va présenter l'allocution du Roi du Royaume hachémite de Jordanie.

M. Safadi (Jordanie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de présenter la déclaration préenregistrée de S. M. le Roi Abdullah II ibn Al Hussein du Royaume hachémite de Jordanie devant l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Roi du Royaume hachémite de Jordanie.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe I et voir A/76/332/Add.2).

Allocution de M. Andry Nirina Rajoelina, Président de la République de Madagascar

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Madagascar.

M. Andry Nirina Rajoelina, Président de la République de Madagascar, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Andry Nirina Rajoelina, Président de la République de Madagascar, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Rajoelina : Je tiens avant tout à exprimer un message de solidarité du peuple malagasy à toutes les nations et à toutes les familles qui ont été durement éprouvées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). En ces temps particulièrement difficiles, nous réitérons notre soutien et nos encouragements au Secrétaire général, António Guterres, pour le leadership dont il a fait preuve pour mener l'Organisation face à cette pandémie.

Pour cette soixante-seizième session de l'Assemblée générale, toutes les nations sont réunies ici, au cœur de l'ONU, pour réfléchir ensemble aux stratégies adéquates pour faire face aux effets de la COVID-19. Notre objectif est de trouver les voies et moyens pour relancer l'économie de l'après-coronavirus. Le bien-être de nos populations doit être le pivot de toutes nos réflexions. Le thème de notre session, « Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience afin de se relever de la COVID-19, reconstruire durablement, répondre aux besoins de la planète, respecter les droits des personnes et revitaliser l'Organisation des Nations Unies », nous amène à agir conjointement pour bâtir le monde d'après-crise à l'échelle multilatérale.

Durant les deux années passées, le monde entier a traversé une période de bouleversement profond qui a fragilisé nos économies, entraînant des impacts sociaux considérables. Dans cette guerre, ce n'est ni les armes ni les bombes qui s'abattent, mais c'est un ennemi invisible, un virus, qui s'est propagé rapidement de pays en pays et de continent en continent. Beaucoup sont tombés : 4,5 millions de personnes ont perdu la vie. C'est une douloureuse réalité, un bilan accablant.

L'impact sur le marché du travail est terrible. Les chiffres de l'Organisation internationale du Travail sont éloquentes : 255 millions de personnes ont perdu leur travail à cause de la pandémie. Les pays les plus touchés sont ceux dont l'économie est basée majoritairement sur l'informel, ce qui a accentué la paupérisation et la dégradation des conditions de vies des populations. Les classes moyennes tendent à disparaître et trop de familles basculent dans la précarité. L'économie mondiale est aujourd'hui dans une grave récession. Les prévisions font état d'une diminution de 5 % des revenus par habitant, ce qui fera basculer des millions de personnes dans l'extrême pauvreté. Les inégalités sanitaires dans le monde ont été exacerbées. Face à cette guerre, nous avons pu constater que nous n'étions pas tous égaux et certains pays, comme Madagascar, ont dû faire preuve d'audace et d'ingéniosité. Nous avons misé sur l'intelligence de nos scientifiques et notre pharmacopée traditionnelle. Nos solutions endogènes furent nos meilleures munitions face à ce combat.

Vous savez, ce qui laisse pensif, c'est que quand on parle d'un pays en voie de développement comme Madagascar, c'est toujours le côté négatif et misérable qui est véhiculé et mis en avant sur la scène internationale. Quand on parle du continent africain, on a toujours tendance à noircir la réalité. Il est temps que la perception change. Il faut arrêter de véhiculer ces préjugés et aller au-delà de ces idées reçues. Nous avons constaté que les analyses publiées sur la situation relative à la COVID-19 prédisaient un cataclysme sanitaire sur le continent africain, mais finalement, l'Afrique et les pays dits « vulnérables » ont contredit toutes les prévisions. Ces pays, à l'instar de Madagascar, ont réussi à mieux encaisser l'impact de la COVID-19 et à en tirer du positif. À Madagascar, pour nous relever de cette onde de choc, nous avons décidé d'adopter une attitude optimiste à travers la concrétisation de notre vision de développement.

Aujourd'hui, nous sommes en train d'écrire l'histoire d'une transformation profonde. La COVID-19 ne

nous a pas empêché de poursuivre les efforts engagés pour rattraper le retard de développement de Madagascar. À titre d'exemple, dans le domaine des infrastructures de santé, notre objectif est d'instaurer une santé pour tous, plus proche de la population, en construisant des hôpitaux et des centres de santé de base dans toutes les régions et tous les districts de Madagascar. Nous venons également de bâtir le plus grand stade de football de la région de l'océan Indien, qui vient d'être inauguré, et nous continuons de construire des infrastructures sportives, notamment des stades, des gymnases et une académie nationale de sport de haut niveau. Nous investissons dans le sport, car le sport fédère et unit le peuple.

Nous sommes également en train de construire une nouvelle ville, qui s'appelle Tana-Masoandro et qui sera la vitrine de l'océan Indien. Nous mettons en place des solutions pour moderniser le réseau de transports en commun de la capitale à travers la construction du train urbain, qui est en plein chantier actuellement. Les travaux du téléphérique débiteront également cette année. Nous construisons également des milliers de logements sociaux pour la population. La distribution de parcelles de terrain appelées « Titre Vert » pour soutenir l'entrepreneuriat agricole, ainsi que l'industrialisation de Madagascar à travers l'implantation de sucreries et de cimenteries sont sur les rails actuellement. Notre but est de produire localement tout ce dont les Malgaches ont besoin au quotidien. Sur le plan social, 2 500 000 personnes, soit 500 000 familles, ont bénéficié d'un transfert monétaire durant la pandémie de coronavirus.

La première usine de fabrication d'aliments nutritionnels, « NutriSud », pour lutter contre la malnutrition infantile, sera inaugurée dans une semaine. Madagascar est en pleine construction. Nous avons une vision, des « velirano » ou engagements, un programme et nous avançons. Le pays entre dans une nouvelle ère. On le constate, on le ressent, une nouvelle génération de leaders animés d'un sentiment patriotique et d'une vision pragmatique impulse le changement. Nous ne sommes pas les amis des sceptiques, mais nous avançons avec détermination avec les partenaires et les pays amis qui croient en l'émergence de Madagascar.

Pendant que le monde luttait contre la pandémie de COVID-19, la crise climatique a aussi frappé de plein fouet. Les tragédies climatiques se sont enchaînées, avec des séries d'inondations et de tempêtes meurtrières en Europe, en Afrique, en Amérique du Nord et en Asie du Sud-Est, mais également les feux de forêt et de brousse

dévastateurs en Amérique latine, sur la côte ouest américaine, en Australie et sur le continent africain. Parmi les drames causés par le dérèglement climatique, il y a également la hausse du niveau des océans ainsi que l'avancée de la désertification. Madagascar se trouve victime des conséquences des changements climatiques. Les vagues de sécheresse dans le sud se font récurrentes, les sources d'eau se tarissent et toutes les activités de subsistance deviennent quasi-impossibles. Mes compatriotes du sud endurent le lourd tribut de la crise climatique à laquelle ils n'ont pas participé.

Aujourd'hui, pour sauver les Malgaches dans cette partie du pays, nous misons sur les actions stratégiques pour apporter un changement radical et durable, notamment par la construction d'un grand pipeline pour alimenter en eau la région du sud afin d'irriguer les terres et ainsi permettre aux populations de cultiver et de vivre, enfin ! Ce grand projet de pipeline n'a jamais été réalisé. C'est un défi historique à la hauteur de l'engagement inédit de l'État malgache pour solutionner la situation du sud de la Grande Île. La réalisation de ce projet d'envergure permettra une véritable renaissance dans cette région dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, pour créer de l'emploi et promouvoir la résilience communautaire. La mise en place des infrastructures de base dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'énergie et de la sécurité est d'ailleurs déjà effective, car il s'agit de droits fondamentaux de l'être humain. En tant que leaders et dirigeants, il est de notre devoir de protéger nos populations.

En matière de lutte climatique, tous ces efforts seront vains si le laxisme dans l'application des mesures de sanction dans la lutte contre les changements climatiques continue. Cette crise nous force donc à changer de paradigme. Car si nous n'agissons pas, elle perdurera et s'amplifiera. Madagascar appelle ainsi chaque État à agir, et ce, de façon équitable à la hauteur de ses actions polluantes.

Les pierres angulaires d'une émergence solide sont la souveraineté et l'unité nationale. Parmi les principaux enjeux de Madagascar sur ces sujets, il y a la question des îles Éparses ou Nosy Malagasy, une blessure encore douloureuse dans le cœur de mon pays et de mon peuple. Des engagements pour la décolonisation de Madagascar ont été pris par la France en 1945 à San Francisco. Le retour de l'indépendance n'est acquis qu'en 1960, autrement dit 15 ans après. Une décolonisation pourtant inachevée jusqu'à ce jour, car la problématique des îles Éparses n'a toujours pas été solutionnée et ce,

malgré deux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies. La première, la résolution 34/91 de 1979, demandait à la France d'initier sans tarder les négociations avec Madagascar pour la réintégration des îles qui ont été séparées de Madagascar de façon arbitraire. Puis en 1980, l'Assemblée générale des Nations Unies a regretté, dans sa résolution 35/123, que les négociations recommandées dans la résolution 34/91 n'aient pas été initiées et a demandé que cela soit effectif de façon urgente.

Aujourd'hui, en 2021, c'est-à-dire 42 ans après les résolutions des Nations Unies, avec mon homologue français, le Président Emmanuel Macron, nous œuvrons ensemble, à travers la tenue de travaux au sein d'une « Commission mixte » entre nos deux pays. J'ai bonne foi en une issue positive, juste et apaisée de ces travaux. J'invite notre organisation, l'ONU, à endosser son rôle pour veiller à cela de façon bienveillante et cohérente. Madagascar n'a ni la puissance ni les armes et encore moins la prétention de vouloir déclarer une guerre. Nous avons juste foi en la légitimité de nos aspirations et en notre droit à décider du destin de notre territoire.

Il est temps que nous matérialisions la solidarité qui est la fondation de notre organisation. Mettons plus en avant les populations plus faibles et plus vulnérables afin que nos actions soient plus efficaces en leur faveur, pour leur bien-être et leur épanouissement. Je plaide aujourd'hui pour eux, je porte leur voix. Nos échanges et nos réflexions sont précieux et essentiels car nous devons agir ensemble. Faisons preuve de leadership responsable, privilégions la coopération qui est le moteur de nos organisations et de nos institutions telles que la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international (FMI), des organismes qui nous soutiennent et nous accompagnent pour surmonter cette période économique difficile mais aussi dans la réalisation de nos projets et ambitions de croissance, de développement et d'émergence. Je tiens d'ailleurs à remercier le FMI qui a répondu à l'appel des pays aux économies plus fragiles afin d'apporter le soutien nécessaire pour atténuer les retombées économiques et financières de la pandémie. Le décaissement des financements a été facilité. Madagascar en a d'ailleurs bénéficié.

Renforçons le rôle de l'ONU, son autorité, son efficacité et son efficience, en nous appuyant sur les progrès accomplis. Attachons-nous à ce qui nous unit et nous rassemble plutôt qu'à ce qui nous divise ou nous sépare. C'est maintenant, dans de pareilles circonstances, que nous avons besoin de l'entraide, de la

cohésion qui est le ciment de notre organisation. L'ONU forme un ensemble, unit les pays en un monde harmonieux. Ainsi donc, c'est ici, aujourd'hui, que j'appelle à la solidarité des hommes, à l'unité des nations et à l'espoir commun pour notre monde. Que Dieu nous guide et nous accompagne. Bénie soit notre patrie.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Madagascar de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Andry Nirina Rajoelina, Président de la République de Madagascar, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Ghana.

M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Akufo-Addo (*parle en anglais*) : Je tiens à féliciter chaleureusement le Président de son accession à la tête de l'Assemblée générale, l'assemblée de l'humanité, et à lui souhaiter toute la réussite possible dans la gestion de nos affaires. Je veux aussi féliciter le Secrétaire général de sa nomination à l'unanimité pour un second mandat. Le Programme commun qu'il a énoncé nous offre un cadre solide pour nous attaquer efficacement aux problèmes mondiaux dans ces premières décennies du XXI^e siècle. La présence ici à New York de 102 dirigeants de nations participant à l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session témoigne de notre détermination à ramener le monde à la normale. Nous n'y sommes pas encore, mais nous faisons des progrès considérables.

En 2017, quand j'ai fait ma première apparition à l'Assemblée générale (voir A/72/PV.11) en tant que Président nouvellement élu du Ghana, j'ai indiqué que ni le Ghana ni l'Afrique ne voulait être une cicatrice sur la conscience de quiconque. J'ai affirmé que nous voulions

bâtir des économies qui ne soient pas tributaires de la charité ou de l'aumône, car une expérience longue et amère nous avait enseigné que, si généreuse puisse être la charité, nous resterions pauvres. Entre 2017 et 2020, le Ghana a enregistré un taux de croissance moyen de 7 %, parmi les plus élevés au monde. En 2020, lorsque l'économie mondiale et celle de l'Afrique subsaharienne se sont contractées respectivement de 3,5 % et de 2,1 %, le Ghana a été l'un des rares pays à afficher un taux de croissance positif. Cela témoigne de notre détermination à bâtir un Ghana qui ne soit plus dépendant de l'aide extérieure. Un an plus tard, bien que les taux d'infection et le nombre de décès soient relativement plus faibles dans notre région, l'impact du virus sur les économies et les moyens de subsistance a fait des dégâts. Les derniers chiffres en date de la Banque africaine de développement montrent que les économies africaines, qui se sont contractées de 2,1 % en 2020, n'ont pas encore retrouvé les niveaux d'avant la pandémie. Plus de 30 millions d'Africains sont tombés dans l'extrême pauvreté en 2020 et près de 14 millions pourraient connaître le même sort en 2021. L'impact social a été dévastateur. Plus de 103 millions d'Africains ont perdu leur emploi. Les femmes, qui représentent 40 % de l'emploi total, sont les plus durement touchées.

Quand on écoute les scientifiques, il est évident que la vaccination est le moyen de protéger les populations et de relancer les sociétés. Si nous devons vacciner 70 % des gens le plus rapidement possible, comme c'est le cas ailleurs dans le monde, cela signifie que 900 millions d'Africains doivent être vaccinés. La structuration par la Banque africaine d'import-export de l'acquisition par l'Équipe spéciale africaine d'acquisition de vaccins de 400 millions de vaccins Johnson & Johnson pour 2 milliards de dollars fait partie de la stratégie historique de l'Union africaine concernant la mise au point de vaccins et l'accès aux vaccins contre la maladie à coronavirus (COVID-19). Il s'agit d'une étape cruciale dans notre combat collectif contre la pandémie sur un continent qui paie le plus lourd tribut au nationalisme vaccinal. Le programme de vaccins de l'Équipe spéciale africaine d'acquisition de vaccins, dont les vaccins sont en partie fabriqués en Afrique du Sud, constitue la plus grande et la plus ambitieuse des transactions commerciales depuis l'entrée en vigueur en janvier de l'année courante de la Zone de libre-échange continentale africaine. Cela constitue un témoignage éloquent des avantages de la production nationale et des achats groupés en Afrique, comme envisagé dans l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine.

Le Ghana souscrit à l'appel lancé dans la Déclaration de Rome sur la santé mondiale concernant l'octroi de licences à titre volontaire et les transferts de technologie pour stimuler la production de vaccins. L'Union africaine collabore avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation mondiale du commerce et d'autres partenaires mondiaux pour étendre sa fabrication et son déploiement de vaccins. Au Ghana, nous avons jusqu'à présent reçu 5 millions de doses, qui ont été administrées aux travailleurs de santé en première ligne et aux personnes dont il a été établi qu'elles étaient les plus exposées. Cinq millions n'est pas un chiffre à dénigrer, en particulier quand on regarde la situation qui a cours dans beaucoup d'autres pays africains. Nous sommes reconnaissants que nos efforts visant à gérer la pandémie et la distribution de vaccins soient reconnus, et d'avoir reçu tous ces vaccins. Nous espérons toujours vacciner 20 millions de nos citoyens d'ici à la fin de l'année.

Un fait nouveau regrettable semble ressortir des mesures récentes touchant l'admission dans certains pays européens, à savoir que ces pays ne reconnaissent pas Covishield, le vaccin d'Oxford-AstraZeneca fabriqué en Inde. Ce qui est intrigant, en l'occurrence, c'est que ce vaccin ait été donné aux pays africains par l'intermédiaire du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19. L'utilisation des vaccins comme outil de contrôle de l'immigration constituerait une véritable régression.

La dernière fois qu'un tel bouleversement a eu lieu dans le monde, c'était pendant la Seconde Guerre mondiale, et il a conduit à l'instauration d'un nouvel ordre mondial. L'Organisation des Nations Unies et les autres institutions de Bretton Woods ont été créées pour maintenir la paix et la sécurité internationales, aider à reconstruire l'économie en ruines de l'après-guerre et promouvoir la coopération économique mondiale. Avant même l'apparition de la pandémie, nombreux étaient ceux qui avaient conclu que la structure actuelle de la coopération économique mondiale, conçue il y a environ 77 ans, s'était révélée inadéquate pour financer les infrastructures et la transformation économique des pays en développement. Compte tenu de l'incapacité du système financier mondial à obtenir les résultats nécessaires au financement du développement durable, nous avons besoin d'une révision constructive. La pandémie de COVID-19 nous offre une occasion de repenser la coopération économique mondiale sur la base des principes de mutualité, d'équité, de durabilité et de

prospérité collective énoncés dans les objectifs de développement durable.

Il ne fait aucun doute que si la fameuse réunion de San Francisco avait lieu aujourd'hui, la Charte des Nations Unies serait sensiblement différente. De même, si la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) étaient créés aujourd'hui, elles seraient des institutions radicalement différentes de celles qui ont été mises en place après la guerre, car bon nombre de pays qui existent actuellement, notamment ceux d'Afrique et des Caraïbes, n'étaient pas présents à San Francisco. De plus, la pandémie nous montre que, malgré les grandes avancées scientifiques et techniques, nous avons encore beaucoup à apprendre et à découvrir sur le corps humain et sur la vie. Jusqu'à présent, malgré les prévisions macabres de cadavres jonchant les rues d'Afrique, et malgré le fait que nous avons moins accès aux vaccins que les pays développés, l'Afrique semble, heureusement, échapper aux pires taux de mortalité de la COVID-19 – et pour cela, nous remercions Dieu.

Le Ghana souhaite partager quelques réflexions qui, selon nous, devraient constituer la base de la nouvelle coopération mondiale. Premièrement, nous devons renforcer le financement des organisations mondiales de santé existantes. Cela doit inclure une base de financement multilatéral plus importante et plus prévisible pour l'OMS et pour les centres régionaux de contrôle des maladies, qui jouent un rôle central en matière de sécurité sanitaire internationale. Il faudra consacrer 1 % supplémentaire du produit intérieur brut au financement de la santé mondiale. Il s'agit là d'un investissement dans un bien public mondial, et non d'une aide.

Deuxièmement, nous devons développer des finances plus résilientes pour reconstruire en mieux et pour être mieux préparés à l'avenir. Sur l'ensemble du continent africain, les recettes ont chuté de 150 milliards de dollars, car les économies subissent encore les effets de la pandémie. Les gouvernements africains ont déjà dépensé leurs maigres réserves pour lutter contre la pandémie et fournir une protection sociale aux millions de ménages touchés. Le Ghana plaide pour que les financements innovants répondent également aux défis structurels, en plus de répondre aux besoins budgétaires immédiats, en fournissant des mécanismes visant à faciliter les investissements dans les infrastructures de santé, la technologie, l'environnement et les personnes qui favoriseront la résilience et une reprise équitable.

L'allocation sans précédent de 650 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI offre une occasion unique en son genre de fournir des ressources financières supplémentaires pour faire face aux inégalités vastes et croissantes que la pandémie a révélées, et à la crise à venir. L'allocation de l'Afrique est d'environ 33 milliards de dollars. S'il y a jamais eu un moment pour élaborer un plan Marshall africain, ce moment est venu. L'injection de DTS doit être considérée comme un catalyseur qui permettra à l'Afrique de passer au niveau supérieur de développement humain et de garantir une prospérité mondiale durable. Les dirigeants africains plaident en faveur d'une attribution prudente et transparente de 25 à 35 % des DTS – soit entre 160 et 250 milliards de dollars des pays riches vers les pays vulnérables, dont 100 milliards de dollars devraient être consacrés à l'Afrique. Nous nous félicitons du soutien exprimé en faveur d'un certain degré de redistribution des DTS par les pays européens représentés au Sommet de l'Afrique en France, le FMI, le Groupe des Sept et le Groupe des Vingt (G20).

Les bénéfices tirés des DTS distribués devraient financer l'acquisition et la fabrication de vaccins, les investissements climatiques et écologiques et un mécanisme de stabilité panafricain, à l'instar du Mécanisme européen de stabilité, conçu pour préserver la stabilité financière sur le continent. Une partie de cette allocation devrait également contribuer à financer la recapitalisation de la Banque africaine de développement et de la Banque africaine d'import-export afin de soutenir l'industrialisation, la création d'emplois dans le secteur privé et l'initiative de la Zone de libre-échange continentale africaine.

Troisièmement, nous devons repositionner les principales organisations multilatérales et institutions financières internationales, telles que l'ONU, les autres institutions de Bretton Woods et le G20, afin de refléter le concept d'inclusivité, de soutenir les investissements des pays dans les biens publics mondiaux et de garantir un soutien financier accéléré pour reconstruire en mieux et se préparer aux futures pandémies. En effet, le G20 est aussi efficace parce que sa composition est représentative de la population et de l'économie mondiales et qu'il compte un nombre suffisamment diversifié de dirigeants à la table pour faire en sorte que les discussions et les prises de décision soient rapides et flexibles. L'admission de l'Union africaine dans un Groupe des 21 élargi aurait le même effet galvanisant en Afrique que la participation de l'Union européenne au G20 en Europe, renforçant ainsi la coordination et la cohérence

des politiques dans les 54 économies africaines. Avec l'Union africaine à sa table, le Groupe représenterait soudainement 54 pays supplémentaires, 1,3 milliard de personnes et une production de 2 300 milliards de dollars. Cette augmentation extraordinaire en termes de représentation ne nécessiterait qu'un seul siège supplémentaire et environ 10 minutes à la discussion. Cependant, elle redéfinirait la coordination des politiques mondiales pour permettre l'émergence d'un monde plus prospère, plus inclusif et plus durable.

Quatrièmement, en Afrique, nous sommes aussi déterminés que quiconque à lutter contre les changements climatiques. Toutefois, nous pensons que nous pouvons mieux mener cette lutte si nous parvenons à maintenir un équilibre vital entre les impératifs économiques, politiques et environnementaux – des positions que nous exprimerons à Glasgow à la vingt-sixième conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui fera partie du nouveau pacte mondial.

Enfin, aujourd'hui plus que jamais, nous devons défendre la démocratie, l'ordre constitutionnel et les droits de l'homme dans le monde. Au cours des 24 derniers mois, nous avons été témoins d'attaques menées contre la démocratie partout dans le monde, parfois même dans des pays développés où nous avons supposé qu'un consensus sur une forme démocratique de gouvernement était établi.

En Afrique de l'Ouest, les événements survenus récemment au Mali et en Guinée ont mis à mal la gouvernance démocratique dans notre région. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'institution régionale que j'ai l'honneur de présider actuellement, s'est engagée sans réserve à maintenir des gouvernements démocratiques au sein de la communauté. C'est pourquoi la Guinée et le Mali, membres fondateurs de la Communauté, ont été suspendus de l'organisation en attendant qu'ils rétablissent une gouvernance démocratique. Nous nous félicitons du soutien de l'ONU aux mesures prises. La CEDEAO a donné six mois à la Guinée pour rétablir un système de gouvernance démocratique et a demandé la libération immédiate du Président Alpha Condé. Lors de ma visite à Conakry vendredi dernier, les chefs militaires ont exprimé leur volonté de le libérer sous peu, et nous espérons qu'ils tiendront parole. L'Autorité a également fait comprendre au Gouvernement militaire du Mali qu'elle n'est pas disposée à négocier une prolongation du délai de février qui a été fixé pour la

tenue d'élections démocratiques, étant donné qu'avec une volonté politique, les mesures essentielles à prendre peuvent être effectives selon le calendrier approuvé par la CEDEAO. Il est préférable qu'un gouvernement doté d'un mandat démocratique soit mis en place le plus rapidement possible afin de mettre en œuvre les réformes nécessaires à la stabilité et à la croissance futures du Mali, et ainsi, de renforcer la capacité de lutter contre le terrorisme au Mali et dans l'ensemble du Sahel, ce qui est crucial.

Au Ghana, nous sommes fermement résolus à continuer à défendre la démocratie et l'ordre constitutionnel et à faire respecter les droits humains. Nous nous efforcerons de renforcer les institutions qui appuient la démocratie dans notre pays et dans notre région. Nous continuerons d'appuyer l'ONU et d'autres organisations internationales, ce qui nous permettra de ne jamais oublier qu'en effet, aucun homme n'est une île, un tout, complet en soi.

Le Président par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Ghana de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Gotabaya Rajapaksa, Président, Chef du Cabinet des ministres, Ministre de la défense et Ministre de la technologie de la République socialiste démocratique de Sri Lanka

Le Président par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président, Chef du Cabinet des ministres, Ministre de la défense et Ministre de la technologie de la République socialiste démocratique de Sri Lanka.

M. Gotabaya Rajapaksa, Président, Chef du Cabinet des ministres, Ministre de la défense et Ministre de la technologie de la République socialiste démocratique de Sri Lanka, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Gotabaya Rajapaksa, Président, Chef du Cabinet des ministres, Ministre de la défense et Ministre de la technologie de la République socialiste démocratique

de Sri Lanka, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Rajapaksa (*parle en anglais*) : C'est un honneur de représenter Sri Lanka à la réunion d'aujourd'hui. Je tiens tout d'abord à féliciter M. Abdulla Shahid pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session. C'est un ami de longue date de Sri Lanka, et nous nous réjouissons à la perspective de travailler en étroite collaboration avec lui au cours de l'année à venir. Je voudrais également saisir cette occasion pour exprimer notre gratitude à M. Volkan Bozkır pour la façon dont il a dirigé les travaux de l'Assemblée générale à la session précédente, et pour féliciter le Secrétaire général António Guterres pour le leadership dont il fait preuve en ces temps difficiles.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a eu des conséquences dévastatrices sur l'humanité. Je voudrais exprimer ma profonde sympathie à toutes celles et tous ceux qui ont perdu des êtres chers pendant la pandémie. Je remercie de leur dévouement les professionnels de la santé et les travailleurs essentiels du monde entier qui sont en première ligne, et je félicite l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour sa riposte à la crise. Par ailleurs, je me félicite vivement des progrès rapides réalisés par les communautés scientifique et médicale dans la mise au point de vaccins et de protocoles de traitement pour combattre le virus. Dans le même temps, nous devons être conscients que si nous voulons empêcher la propagation de nouvelles souches virales dangereuses, nous devons surmonter de toute urgence les obstacles auxquels se heurtent la production, la distribution, le déploiement et l'acceptation des vaccins. Faire en sorte que tout le monde, partout, soit vacciné est le meilleur moyen de mettre fin à la pandémie.

Même si Sri Lanka est encore un pays en développement, notre programme de vaccination a connu un grand succès. Nous avons déjà pleinement vacciné la quasi-totalité des personnes âgées de plus de 30 ans. Toutes les personnes âgées de plus de 20 ans seront entièrement vaccinées d'ici la fin du mois d'octobre, et nous commencerons bientôt à vacciner les adolescents de plus de 15 ans. Ces progrès rapides en matière de vaccination ont été possibles grâce aux efforts coordonnés des agents de santé, du personnel des forces armées et de police, des fonctionnaires et des élus. En collaboration avec l'OMS, Sri Lanka est en train de mettre en place un centre régional de connaissances pour faciliter

l'échange des enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 et pour aider les pays à mieux se relever. Sri Lanka a également bénéficié d'un important appui financier et matériel de la part de donateurs bilatéraux et multilatéraux pour faire face à la pandémie. Je remercie ces pays et institutions de leur générosité. Le renforcement de la coopération mondiale dont nous avons été témoins au cours de la crise actuelle est très encourageant. Cependant, nous devons faire davantage.

Les répercussions économiques de la pandémie sont particulièrement graves pour les pays en développement. Elles compromettent gravement la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il sera essentiel de veiller à ce que davantage d'initiatives, portant notamment sur le financement du développement et l'allègement de la dette, soient prises par l'intermédiaire de mécanismes internationaux, afin d'appuyer les pays en développement et de les aider à sortir de cette situation incertaine.

Sri Lanka a lui aussi beaucoup souffert de la pandémie. En plus des pertes tragiques en vies humaines, notre économie a été profondément touchée. Les confinements, ainsi que les restrictions de déplacement d'une manière générale, la diminution du nombre de voyages internationaux et le ralentissement de la croissance mondiale ont eu des effets négatifs sur presque tous les secteurs de notre économie. Le secteur du tourisme, l'une des principales sources de devises étrangères de Sri Lanka, qui fait vivre près de 14% de la population, s'est effondré. Ce secteur, ainsi que les petites et moyennes entreprises dans de nombreux autres secteurs, a été soutenu par le Gouvernement au moyen de moratoires sur les intérêts et d'autres interventions dans le secteur financier. Les travailleurs journaliers et les groupes à faible revenu ont également reçu une assistance sous forme de subventions en espèces et de denrées sèches pendant les confinements, ce qui a considérablement augmenté les dépenses de l'État. Outre leurs effets immédiats, les répercussions économiques de la pandémie ont également limité notre marge de manœuvre budgétaire pour mettre en œuvre nos programmes de développement.

Aussi dévastatrices qu'ont été les conséquences de la pandémie pour l'humanité, le monde est confronté au défi encore plus redoutable des changements climatiques, et ce, pour les décennies à venir. Comme le souligne le récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, les effets sans précédent de l'activité humaine sur la santé de la

planète sont profondément préoccupants. Il faut une action multilatérale décisive et urgente pour contrer les graves menaces que représentent les changements climatiques et la perte de biodiversité. Sri Lanka, qui est vulnérable face aux changements climatiques, est profondément conscient des dangers des changements climatiques. L'héritage philosophique de Sri Lanka, profondément ancré dans les enseignements du Bouddha, souligne également l'impératif de préserver l'intégrité environnementale.

C'est dans ce contexte que Sri Lanka se fait le champion de la Charte bleue du Commonwealth et dirige le Groupe d'action pour la restauration des mangroves. En adoptant la Déclaration de Colombo sur la gestion durable de l'azote, qui vise à réduire de moitié les déchets azotés d'ici à 2030, Sri Lanka a également contribué aux efforts mondiaux de réduction de la pollution environnementale. Ayant participé virtuellement aux manifestations préliminaires qui se sont déroulées en avril, je suis convaincu que le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, qui se tiendra plus tard ce mois-ci, débouchera sur des résultats concrets visant à promouvoir des systèmes alimentaires plus sains, plus durables et plus équitables à l'échelle mondiale. Ces résultats seront déterminants aussi bien pour la santé humaine que pour la santé de notre planète.

La durabilité est la pierre angulaire du cadre politique national de Sri Lanka. En raison de l'importance de la durabilité pour la fertilité des sols, la biodiversité, les cours d'eau et la santé, mon gouvernement a complètement interdit l'utilisation d'engrais chimiques, de pesticides et d'herbicides au début de cette année. Nous encourageons la production et l'utilisation d'engrais biologiques, ainsi que les investissements dans l'agriculture biologique. J'apprécie les encouragements que nous avons reçus de la part de nombreux pays et institutions internationales pour les efforts que nous déployons en vue de créer une agriculture plus durable à Sri Lanka.

La préservation de l'environnement est l'une de nos principales priorités nationales. Notre objectif est d'accroître sensiblement la couverture forestière au cours des prochaines décennies. Nous travaillons également au nettoyage et à la restauration de plus de 100 rivières dans le pays et à la lutte contre la pollution fluviale et maritime. Nous avons interdit les plastiques à usage unique afin de soutenir la préservation de l'environnement. Sri Lanka est consciente qu'il est urgent de réduire l'utilisation des combustibles fossiles et de

soutenir la décarbonisation. Notre politique énergétique vise à porter la contribution des sources d'énergie renouvelables, telles que l'énergie solaire, éolienne et hydroélectrique, à 70 % de nos besoins énergétiques nationaux d'ici à 2030.

Mon pays se félicite du soutien de la communauté internationale alors que nous nous efforçons de relancer notre économie et de mettre en œuvre notre programme de développement national. Nous entendons tirer pleinement parti de notre situation géostratégique, de nos institutions robustes, de nos infrastructures sociales solides et de notre main-d'œuvre qualifiée pour attirer les investissements et étendre nos relations commerciales. Mon gouvernement met l'accent sur la mise en œuvre de vastes réformes juridiques, réglementaires, administratives et éducatives pour faciliter ces évolutions et apporter la prospérité à tous nos concitoyens.

Sri Lanka jouit d'un droit de vote universel pour les adultes depuis la période précédant son indépendance. La tradition démocratique fait partie intégrante de notre mode de vie. À l'occasion de mon élection en 2019 et des élections législatives de 2020, les électeurs sri-lankais ont confié à mon gouvernement un mandat sans équivoque, celui d'édifier un pays prospère et stable et de défendre la sécurité et la souveraineté nationales.

En 2019, Sri Lanka a subi les ravages causés par des terroristes religieux extrémistes lors des attentats du dimanche de Pâques. Avant cela, nous avons souffert pendant 30 ans d'une guerre terroriste séparatiste, qui s'est achevée en 2009. Le terrorisme est un défi mondial qui nécessite une coopération internationale pour être vaincu, notamment sur des questions telles que l'échange de renseignements. La violence a fait perdre à Sri Lanka des milliers de vies et des décennies de prospérité au cours des cinquante dernières années. Mon gouvernement s'est engagé à faire en sorte que de telles violences ne se reproduisent plus jamais à Sri Lanka, c'est pourquoi nous nous efforçons de résoudre les problèmes fondamentaux qui les sous-tendent. Il est essentiel de favoriser une plus grande application du principe de responsabilité, une justice réparatrice et une réconciliation véritable par l'intermédiaire des institutions nationales pour parvenir à une paix durable. Il faut également assurer une répartition plus équitable des fruits du développement économique. Mon gouvernement a la ferme intention de bâtir un avenir prospère, stable et sûr pour tous les Sri-lankais, sans distinction d'ethnie, de religion ou de genre. Nous sommes prêts à collaborer avec toutes les parties prenantes nationales

et à obtenir le soutien de nos partenaires internationaux et de l'ONU dans ce processus. Toutefois, l'histoire a montré que des résultats durables ne peuvent être obtenus que par des institutions locales reflétant les aspirations de la population. Le Parlement et le pouvoir judiciaire sri-lankais, ainsi que l'ensemble des organes statutaires indépendants, doivent pouvoir exercer leurs fonctions et leurs responsabilités sans restriction.

Dans le droit fil du thème du débat général d'aujourd'hui, si nous voulons véritablement miser sur l'espoir pour renforcer la résilience, nous devons tous œuvrer pour le bien commun. C'est le rôle de l'ONU de faciliter cela en traitant tous les États souverains, quelle que soit leur taille ou leur force, de manière équitable et dans le respect de leurs institutions et de leur patrimoine. Je demande à l'ONU et à la communauté internationale d'assurer la protection du patrimoine bouddhiste de l'Afghanistan. J'appelle les États Membres de l'Assemblée générale à œuvrer de concert dans un esprit de véritable coopération, de générosité, de bonne volonté et de respect mutuel afin de favoriser un avenir meilleur et plus durable pour l'ensemble de l'humanité.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président, Chef du cabinet des ministres, Ministre de la défense et Ministre de la technologie de la République socialiste démocratique de Sri Lanka de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Gotabaya Rajapaksa, Président, Chef du cabinet des ministres, Ministre de la défense et Ministre de la technologie de la République socialiste démocratique de Sri Lanka, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de S. M. le Roi Salman Bin Abdulaziz Al-Saud, Roi d'Arabie saoudite et Président du Conseil des ministres du Royaume d'Arabie saoudite

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères d'Arabie saoudite, qui va présenter l'allocution du Roi du Royaume d'Arabie saoudite.

Le Prince Faisal bin Farhan Al-Saud (Arabie saoudite) (*parle en arabe*) : J'ai l'honneur de présenter la déclaration de S. M. le Roi Salman Bin Abdulaziz Al-Saud, Roi d'Arabie saoudite, Président du Conseil des ministres du Royaume d'Arabie saoudite et gardien des deux saintes mosquées.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Roi d'Arabie saoudite.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe II et voir A/76/332/Add.2).

Allocution de M. Alejandro Giammattei Falla, Président de la République du Guatemala

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Guatemala.

M. Alejandro Giammattei Falla, Président de la République du Guatemala, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Alejandro Giammattei Falla, Président de la République du Guatemala, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Giammattei Falla (*parle en espagnol*) : C'est un honneur pour moi de prendre la parole devant l'Assemblée générale pour la première fois, à sa soixante-seizième session, à l'occasion du débat général.

Je voudrais remercier le Président de l'Assemblée générale à sa soixante-quinzième session, M. Volkan Bozkır, d'avoir présidé cet organe de manière exemplaire dans des circonstances défavorables dues à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Je saisis également cette occasion pour féliciter le Président de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session, M. Abdulla Shahid, et réitérer l'engagement que nous avons pris envers lui, le Secrétaire général et les États Membres, de mener à bien le programme fixé pour la présente session.

L'année 2020 a présenté des défis inimaginables pour le monde entier. Aujourd'hui, près de deux ans après le début de la pandémie, les efforts mondiaux ont permis de mettre au point et de distribuer des vaccins sûrs et efficaces. Cependant, l'immunisation d'une masse critique de la population mondiale se heurte à une multitude de difficultés, notamment des souches dangereuses du virus, un accès inéquitable aux vaccins et une concurrence mondiale pour une offre limitée de doses, auxquelles les économies les plus puissantes ont eu accès en priorité, en oubliant que leur accumulation de vaccins pourrait devenir un risque pour elles-mêmes

si nous, les pays plus petits et plus pauvres, n'atteignons pas le même niveau d'immunité. En outre, nous assistons à des chocs liés aux changements climatiques à travers le monde, ceux-ci ayant exacerbé des phénomènes météorologiques dont les effets désastreux ont entraîné des pertes en vies humaines et causé des dommages considérables à l'agriculture et aux infrastructures.

Face à cette situation, en tant que communauté internationale, nous devons nous transformer et prouver que le multilatéralisme et la coopération internationale sont efficaces pour aller de l'avant. C'est pourquoi je reconnais la pertinence du thème qui a été choisi pour nos délibérations : « Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience afin de se relever de la COVID-19, reconstruire durablement, répondre aux besoins de la planète, respecter les droits des personnes et revitaliser l'Organisation des Nations Unies ». Malgré les conditions défavorables auxquelles l'humanité est confrontée, nous avons tous fait preuve de résilience. La pandémie a démontré l'énorme capacité des êtres humains à surmonter des conditions hostiles et à survivre.

Juste après son entrée en fonction, mon administration a été confrontée à la pandémie de COVID-19, qui a touché et continue de toucher des milliers de Guatémaltèques, et qui a eu de graves conséquences sur l'économie et a modifié les dynamiques sociales et culturelles. Nous avons dû y faire face dans la mesure de nos moyens et mettre en œuvre des actions prioritaires pour répondre aux besoins les plus urgents.

Je tiens à exprimer ma sincère gratitude à tous les pays amis et aux organisations internationales qui, ces derniers mois, nous ont apporté leur aide inconditionnelle pour renforcer la campagne de vaccination de masse de la population guatémaltèque. Cela complète les efforts que nous déployons en tant que pays, en mettant l'accent sur les individus, leur environnement et les moyens permettant d'exploiter pleinement leur potentiel, en privilégiant leur droit à la santé et à la vie.

Mon gouvernement a accordé la priorité à des politiques publiques de protection de la vie dès la conception et d'institutionnalisation de la famille, qui unifient les efforts de l'État pour garantir le respect et la réalisation des droits fondamentaux ainsi que la satisfaction des besoins immédiats, depuis la conception jusqu'à la vieillesse, au moyen de divers programmes sociaux, sanitaires et éducatifs visant à améliorer les indicateurs de développement humain du pays.

Nous sommes également attachés à la protection de l'environnement. Le Guatemala est reconnu comme l'un des pays du monde les plus exposés et les plus vulnérables face aux phénomènes climatiques. Malgré cela, nous continuons à nous remettre des dommages causés par les catastrophes naturelles, et pour ce faire, nous avons dû déployer des efforts pour réhabiliter les services publics, les infrastructures et la production agricole. Nous avons apporté une aide à des communautés entières, notamment après le passage des ouragans Eta et Iota, qui ont gravement frappé notre pays l'année dernière en l'espace de 15 jours, pratiquement l'un après l'autre. Il est important de prendre des mesures axées sur le rétablissement, avec la coopération et l'assistance des pays amis.

En ce qui concerne l'énergie, malgré la pandémie, le Guatemala a été touché par l'augmentation constante des prix du carburant. C'est pourquoi nous avons mis en œuvre des politiques pour promouvoir l'utilisation de sources d'énergie renouvelables et de combustibles de transition comme le gaz naturel, pour le développement des activités productives du pays. Cela nous permettra de réduire notre dépendance à l'égard des prix internationaux, une politique qui facilite concrètement la réalisation de l'objectif de développement durable no 7 relatif à une énergie propre et d'un coût abordable, qui contribue à l'atténuation des changements climatiques grâce à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ces politiques ont également permis de porter à 93,5 % la proportion de la population ayant accès à l'électricité, à la fois dans les zones urbaines et rurales.

Une autre priorité est la lutte pour éliminer la faim et assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La pandémie a causé de grandes pertes humaines et a porté atteinte aux systèmes alimentaires. Nous continuons à faire des progrès dans notre grande croisade nationale pour la nutrition. Nous avons mis en œuvre des programmes de soutien aux familles guatémaltèques, tels qu'un programme d'aliments complémentaires enrichis, dont plus de 2 491 tonnes ont été distribuées dans tout le pays, en particulier aux enfants âgés de six mois à cinq ans. Plus de 32 000 jardins familiaux et scolaires ont été créés, permettant aux familles de cultiver leurs propres aliments et de commercialiser les excédents. Une aide alimentaire est fournie à 194 000 familles par l'intermédiaire de divers programmes compétents, et nous encourageons les familles de producteurs à s'organiser pour produire durablement des denrées de qualité. D'ici à la fin de 2021, nous comptons générer un flux commercial de 339 millions de quetzals – environ 45 millions

de dollars – en ventes des exploitations familiales au programme de repas scolaires géré par le Ministère de l'éducation.

En ce qui concerne la protection de la population migrante, le Guatemala n'est pas épargné par la crise de la migration, et nous sommes préoccupés par les messages inappropriés et contradictoires qui sont utilisés par les réseaux de trafic de stupéfiants et de traite des êtres humains afin d'encourager la migration irrégulière, en particulier quand de tels messages proviennent des plus hauts niveaux d'un gouvernement. Dans ce contexte, la seule manière d'endiguer le flux de migration irrégulière consiste à bâtir des murs de prospérité qui permettent aux personnes d'améliorer leurs conditions de vie dans leur propre pays. J'appelle donc les pays de destination à accroître l'investissement étranger direct et à faciliter l'accès de nos produits à leurs marchés.

S'agissant de la relance et de la croissance économiques, malgré les effets néfastes de la COVID-19 et les différents phénomènes naturels dont nous avons fait les frais, nous réussissons à maintenir une économie stable qui a atteint une croissance de plus de 4 % de notre produit intérieur brut cette année, d'après les estimations de la Banque centrale du Guatemala. Grâce à ces efforts, notre pays est devenu l'une des meilleures destinations pour l'investissement international, attirant cette année 851 millions de dollars d'investissement étranger direct au profit de plus de 55 projets et parvenant à créer plus de 14 000 emplois formels pour nos citoyens. Nous avons augmenté les exportations de 7,765 milliards de dollars cette année, avec une croissance de pratiquement 21 % sur la période allant de janvier à juillet 2020.

En tant que Gouvernement, nous travaillons dur pour créer des emplois, accroître l'investissement étranger et développer le commerce afin de pouvoir réduire les niveaux de pauvreté en renforçant les microentreprises et les petites et moyennes entreprises. Le programme Sello Blanco (Sceau blanc), qui vise à combattre la pauvreté, fait la promotion des produits des petits producteurs guatémaltèques et sensibilise les consommateurs en exportant depuis les zones rurales directement vers les marchés internationaux, sans intermédiaire, afin d'augmenter les revenus des producteurs. Je profite de cette occasion pour inviter les pays amis à en apprendre davantage sur ce programme et à soutenir ainsi les petits producteurs participants. Ouvrir de nouveaux marchés de cette façon est un moyen efficace de réduire et combattre la pauvreté.

Sur le plan de la sécurité, la région de l'Amérique centrale est aux prises avec une lutte constante contre la criminalité transnationale organisée, en particulier le trafic de stupéfiants. Nous avons entrepris plusieurs actions en coordination avec les organismes spécialisés des Nations Unies, de même qu'avec les pays amis, que je remercie de leur bonne volonté pour s'attaquer conjointement à cet énorme fléau qui a déjà coûté d'innombrables vies, et dont notre région continue malgré tout de souffrir. Le trafic de stupéfiants corrompt nos sociétés et nuit considérablement à notre économie, nous forçant à réserver des ressources pour le combattre, lesquelles pourraient être employées à d'autres fins pour améliorer les indicateurs de développement humain.

Le trafic de stupéfiants est un mal dont nous souffrons à cause de la demande de drogues, en particulier aux États-Unis d'Amérique. Cependant, ne serait-ce que jusqu'à présent cette année, nous avons vu comment le Venezuela, d'où proviennent 95 % des avions transportant des stupéfiants qui arrivent dans notre pays et chez nos voisins, s'en sortait. C'est pourquoi nous avons pris la grande responsabilité de lutter contre ce mal. La preuve en est que, depuis que notre administration est en place, 15 structures de trafic de stupéfiants ont été démantelées, et nous avons réussi à en déstabiliser six autres. Nous avons arrêté 2 855 personnes en lien avec ce délit, dont 52 font ou ont fait l'objet de procédures d'extradition pour trafic de stupéfiants et sept pour d'autres délits commis dans différents pays. Quelque 19 953 kilos de cocaïne et 7 066 livres de marijuana ont été saisis, tandis que 1 565 811 plants de coca, 4 299 800 plants de marijuana et 25 929 475 plants de pavot ont été détruits. Hier, nous en étions à 114 jours écoulés sans qu'un vol transportant des substances illicites n'atterrisse sur notre territoire, soit la plus longue période que nous ayons connue sans pareil incident, ce qui montre notre détermination à lutter contre le trafic de stupéfiants.

Pour ce qui a trait au transit maritime de substances illicites, selon les organismes internationaux, il y a une réduction notable du transit de ces substances dans nos eaux territoriales de l'océan Pacifique, grâce à la présence permanente de nos forces spéciales navales. Il convient toutefois de noter que ces succès ne semblent pas être reconnus ou appréciés par les pays consommateurs, qui portent la plus grande responsabilité de la chaîne malsaine du trafic de stupéfiants. C'est pour cela qu'aujourd'hui, dans cette salle, je demande à ces pays d'être plus efficaces dans la lutte contre le blanchiment d'argent et de faire davantage rapatrier les capitaux du

trafic de stupéfiants, car en fin de compte, aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'argent de la drogue est sur les comptes bancaires de ceux qui la distribuent dans les pays consommateurs.

Le Guatemala est fortement touché par les effets des changements climatiques. Face à cette dure réalité, en tant que Président pro tempore du Système d'intégration de l'Amérique centrale, je demande aux membres de l'Assemblée générale de reconnaître l'Amérique centrale comme région hautement vulnérable à l'impact des pertes et dégâts infligés par les catastrophes naturelles, de prendre acte de la nécessité d'un financement climatique agile et de qualité, et d'accorder l'accès à une assurance paramétrique qui nous aidera à rebâtir les infrastructures que nous sommes contraints de reconstruire année après année. C'est un appel à la compréhension et à la solidarité des pays industrialisés, qui sont largement responsables des changements climatiques, dont les conséquences ont un impact négatif sur la région de l'Amérique centrale, alors que celle-ci n'émet que 0,35 % des gaz à effet de serre dans le monde. En revanche, notre région contribue à l'absorption des émissions de carbone grâce à la capacité de nos forêts.

Les effets désastreux des changements climatiques peuvent être atténués si l'on peut compter sur la collaboration et les contributions des pays développés. Cette atténuation pourrait prendre la forme d'un mécanisme social de compensation, qui entraînerait indubitablement une amélioration de nos indicateurs de développement humain. On peut être assuré que nous donnerons de la visibilité à cette vulnérabilité au moyen d'actions concrètes à la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

La revitalisation de l'ONU pour l'adapter aux réalités mondiales contemporaines est importante. Il est donc impératif que le maintien de la paix et de la sécurité internationales reste la principale mission de l'Organisation, dont le Conseil de sécurité doit assumer la responsabilité sans biais idéologique. Je demande à ses membres d'être plus objectifs et plus équitables.

Le Guatemala est honoré de fournir depuis longtemps des contingents aux missions de maintien de la paix de l'Organisation. Aujourd'hui, une fois encore, nous demandons au Conseil de sécurité d'agir de manière cohérente avec ses fonctions, notamment en faisant un usage responsable du veto et en évitant d'aggraver les crises internationales.

Je suis fermement convaincu que la réforme de l'Organisation des Nations Unies demeure une tâche en suspens. Nous réaffirmons par conséquent la nécessité de continuer d'appuyer les plus démunis par l'intermédiaire des fonds et programmes des Nations Unies et de veiller à ce que l'Organisation investisse spécifiquement dans des processus concrets pour leur développement. J'appelle également l'attention de l'Assemblée sur le fait que Taïwan pourrait mettre son expérience, ses capacités et ses connaissances au service du renforcement du multilatéralisme, compte tenu des difficultés que nous rencontrons aujourd'hui. Nous souhaitons plein succès au Secrétaire général António Guterres dans son second mandat, et je l'exhorte à faire de la réforme et de la modernisation de l'Organisation une priorité.

Il me plaît d'indiquer qu'au cours de sa première année en tant que membre du Conseil économique et social, le Guatemala s'est employé à veiller au suivi du programme de développement durable et a réussi à coordonner les efforts communs pour rendre le travail du Conseil plus efficace en accord avec sa devise : « Un développement inclusif pour tous », car il considère cet organe comme le centre de convergence des efforts visant à créer les conditions qui nous permettront de réaliser le développement auquel nous aspirons tous.

En tant que pays pacifique, le Guatemala souhaite rappeler devant l'Assemblée la nécessité d'un désarmement complet, irréversible et transparent. Nous condamnons tout essai nucléaire ou toute menace de recourir à la force avec ce type d'armes, dans la mesure où elles hypothèquent et compromettent de façon très réelle le maintien même de la vie sur notre planète.

Nous réaffirmons que la Cour internationale de Justice joue un rôle important en tant qu'organe judiciaire principal des Nations Unies, et nous renouvelons notre engagement à régler de manière permanente et définitive devant la Cour le différend territorial, insulaire et maritime qui nous oppose au Belize, pays avec lequel nous aspirons à entretenir une relation privilégiée en vue de trouver des solutions pacifiques aux problèmes que nous avons en commun.

Avant de conclure, malgré le coup très dur que la pandémie nous a porté et en dépit de cette période douloureuse, mon pays célèbre cette année le bicentenaire de son indépendance. Le chemin n'a pas été facile, semé d'embûches et de difficultés que nous avons surmontées du mieux possible. Nous devons aborder cet événement comme un tournant dans notre histoire et nous attaquer au défi qui consiste à dépasser

les décennies de retard qui se sont traduites par des taux élevés de pauvreté et de malnutrition, un système de santé obsolète et le besoin urgent d'une réforme de l'éducation qui réduise la fracture numérique et garantisse un enseignement public de qualité.

Après deux siècles d'indépendance, il est clair que notre avenir passe par une plus grande intégration, une plus grande participation, une croissance plus forte et des efforts accrus de la part de tous, sous les formes et dans les domaines définis dans le programme international de la dernière décennie, si nous voulons atteindre les objectifs de développement durable et pourvoir aller de l'avant. Il convient toutefois de ne pas oublier que cela ne sera possible que si et seulement si nous comprenons tous l'urgente nécessité de bâtir un monde où l'équité se manifeste concrètement et dans lequel l'aspiration des êtres humains à améliorer leur niveau de vie est satisfaite grâce à la solidarité entre pays les plus développés et pays les moins favorisés, sans conditionnalités, pressions ni tentatives de la part des pays développés de violer la souveraineté des moins fortunés en échange du soutien, de l'aide et de la coopération apportés.

Nous devons comprendre que nous ne pourrions pas surmonter les défis auxquels doivent faire face les habitants de cette planète si nous n'intégrons pas le fait que l'aide, la coopération et l'interaction entre les nations doivent être efficaces, dynamiques et durables – et jamais soumises à une quelconque élément qui puisse affaiblir les principes de l'autodétermination des peuples, du respect de la démocratie et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays.

Bon nombre de petites nations, comme la nôtre, ont besoin que les autres comprennent que pour parvenir à un monde développé, il faut s'ouvrir et partager afin que le commerce soit plus équitable et que les moins nantis sentent effectivement la main amicale, bienveillante et fraternelle des plus fortunés.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Guatemala de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Alejandro Giammattei Falla, Président de la République du Guatemala, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. David Kabua, Président de la République des Îles Marshall

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante des Îles Marshall, qui va présenter l'allocation du Président de la République des Îles Marshall.

M^{me} Kabua (Îles Marshall) (*parle en anglais*) : J'ai l'insigne honneur de présenter la déclaration pré-enregistrée de S. E. M. David Kabua, Président de la République des Îles Marshall.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocation du Président de la République des Îles Marshall.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe III et voir A/76/332/Add.2).

Allocution de M^{me} Maia Sandu, Présidente de la République de Moldova

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République de Moldova.

M^{me} Maia Sandu, Présidente de la République de Moldova, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Maia Sandu, Présidente de la République de Moldova, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Sandu (*parle en anglais*) : Il y a quelques semaines, mon pays, la République de Moldova, a célébré le trentième anniversaire de son indépendance. Je souhaite saisir cette occasion pour féliciter une fois de plus mes concitoyens pour cette étape importante pour nous. Ensemble, nous avons choisi la démocratie et la liberté plutôt que la corruption et l'asservissement des États. C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole en leur nom à l'occasion de cette réunion de haut niveau de l'Organisation des Nations Unies.

D'aucuns prétendent que le multilatéralisme n'est plus adapté à notre époque et que nous ne pouvons plus collaborer efficacement pour lutter contre les problèmes mondiaux, car nous sommes contraints de nous replier sur nous-mêmes en raison des difficultés accablantes auxquelles nous nous heurtons sur le plan national. Toutefois, notre monde est confronté à des

défis extraordinaires, tant par leur ampleur que par leur nature, que nous ne pouvons, selon moi, relever qu'ensemble.

La plupart des problèmes mondiaux actuels s'étendent au-delà des frontières nationales, car notre monde est plus interconnecté que jamais. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les changements climatiques, les problèmes croissants de sécurité internationale et la fragilité de l'ordre international fondé sur des règles sont autant de défis qui exigent que nous déployions des efforts conjoints pour trouver des solutions durables. Ces problèmes ne peuvent être réglés de manière unilatérale. Nous avons besoin de véritables efforts internationaux concertés pour apporter des solutions véritablement durables pour notre avenir. Mon pays est directement confronté à certaines de ces difficultés, et je suis venue devant l'Assemblée générale aujourd'hui pour faire part de notre volonté et de notre désir de collaborer avec les institutions des Nations Unies et la communauté internationale pour trouver des solutions durables aux problèmes qui nous touchent à la fois collectivement et individuellement. Je voudrais passer en revue les quatre défis, l'un après l'autre.

Premièrement, il ne fait aucun doute que la pandémie de COVID-19 est le défi le plus redoutable auquel notre génération ait jamais été confrontée. Comme la plupart des autres États, la République de Moldova a été durement touchée, mais alors que nous gérons la crise, nous avons été remplis d'espoir et de gratitude : une gratitude pour le formidable élan mondial de solidarité qui a appuyé l'action menée par mon pays pour freiner la propagation du virus, et un espoir que la solidarité puisse nous rendre tous plus résiliens. Grâce à nos partenaires extérieurs, mes concitoyens ont pu lancer le processus de vaccination dès le mois de mars. Nous disposons désormais d'un stock suffisant de vaccins pour tous nos citoyens. Notre système de soins de santé a reçu un appui international important. Je voudrais saisir cette occasion pour remercier l'Union européenne, ses États membres, l'Organisation mondiale de la Santé, l'ensemble du système des Nations Unies et tous nos amis et partenaires de la contribution qu'ils continuent d'apporter à la lutte contre la pandémie dans le monde. Alors que de plus en plus de pays ont accès aux vaccins, la tâche la plus importante à laquelle nous devons nous atteler est de promouvoir la vaccination, de relancer nos économies et de rouvrir nos sociétés. Nous n'y parviendrons que dans le cadre d'un effort collectif.

Deuxièmement, en ce qui concerne les changements climatiques, autre défi majeur auquel nous sommes tous confrontés, nous en subissons les conséquences en ce moment même. Des phénomènes météorologiques extrêmes, des températures record et des inondations touchent tous les pays. Pour la République de Moldova, les changements climatiques se traduisent par de graves sécheresses à quelques années d'intervalle, ainsi que par des inondations et la destruction des cultures et des moyens de subsistance. L'empreinte climatique de la République de Moldova est faible, et nous sommes résolus à faire en sorte qu'elle le reste. Alors que nous cherchons à moderniser notre économie, nous promettons de le faire de manière durable. L'expansion de nos forêts, la transition vers une économie verte et circulaire, la promotion d'une énergie propre, la préservation des ressources en eau et foncières et la promotion d'une production et d'une consommation responsables et durables sont la voie que nous voulons suivre.

Troisièmement, dans le domaine de la sécurité internationale, nous constatons un nombre croissant de crises dans de nombreuses régions du monde. Dans notre monde interdépendant, leurs répercussions peuvent être ressenties aux quatre coins de la planète. En ce qui concerne notre région, nous sommes sérieusement préoccupés par la détérioration des conditions de sécurité dans la région de la mer Noire. À cet égard, je tiens à souligner une fois de plus que la République de Moldova est un État attaché à la paix. Nous restons fermement déterminés à trouver une solution politique et pacifique au conflit dans notre région de Transnistrie, sur la base de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Moldova à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Par ailleurs, nous continuerons de promouvoir des mesures de confiance qui mettent fortement l'accent sur la protection des libertés et droits fondamentaux dans la région de Transnistrie, qui est une question urgente pour mon pays.

Dans l'esprit de la neutralité constitutionnelle du Moldova et du droit international, je tiens à réaffirmer que notre position sur le retrait complet et inconditionnel des forces russes reste inchangée. Nous exigeons notamment le retrait des munitions des stocks d'armes de Cobasna ou leur destruction, car elles constituent une menace pour la sécurité et l'environnement de l'ensemble de la région. Nous comptons sur l'appui de la communauté internationale dans cette entreprise.

L'affaiblissement de la démocratie et l'érosion de la confiance dans l'État qu'elle engendre constituent un

autre défi mondial important que je voudrais aborder. C'est une question particulièrement importante pour mon pays. La démocratie demeure notre idéal universel ainsi qu'une valeur fondamentale pour notre État. Le rétablissement de la confiance des citoyens dans les institutions publiques, la neutralisation de l'influence des intérêts particuliers au sein de l'État et la fourniture de services publics décentes forment la pierre angulaire de la poursuite des progrès démocratiques et de la modernisation du Moldova. La démocratie est menacée par plusieurs facteurs, notamment la diffusion d'informations trompeuses. Si les nouvelles plateformes de médias sociaux sont un important outil de mobilisation et de diffusion des pratiques démocratiques dans de nombreuses régions du monde, elles favorisent également la diffusion d'informations trompeuses qui, dans le pire des cas, peut perturber gravement des processus démocratiques essentiels tels que les élections. Nous devons entretenir une conversation à l'échelle mondiale et rechercher ensemble des solutions concrètes aux dangers que la désinformation fait peser sur l'ordre international fondé sur des règles.

Un autre facteur de fragilisation de la démocratie est la corruption, qui ébranle la confiance des citoyens dans l'État. Bien qu'aucun pays n'y échappe, la corruption touche de manière disproportionnée les États pauvres. Elle rend l'État et ses institutions plus faibles, plus vulnérables et moins stables. Ces dernières années, le Moldova est devenu prisonnier de la corruption, qui menace désormais la démocratie et notre sécurité nationale. Des escrocs se sont servis de nous comme d'un pays de transit pour blanchir de l'argent par l'intermédiaire de nos institutions avant de le déposer à l'étranger. Nous avons réussi à nous débarrasser de ces régimes corrompus, et notre principale tâche consiste maintenant à renforcer nos systèmes de justice et d'application de la loi. Nous sommes déterminés à y parvenir, mais régler une partie du problème ne fait pas disparaître le problème tout entier.

Un système dans lequel des criminels extorquent des richesses et des fonds à des pays dotés d'institutions faibles, stockent ces capitaux sur des comptes offshore et trouvent ensuite refuge dans d'autres pays est à la fois intenable et injuste. Établir des règles internationales en matière de recouvrement d'avoirs pourrait apporter plus d'équité sur la scène internationale et de justice pour les États les plus vulnérables. En tant que communauté internationale, nous devons concevoir, mettre en place et contrôler rigoureusement des systèmes destinés à promouvoir la transparence internationale et

l'application du principe de responsabilité. Nous devons unir nos efforts pour lutter contre le blanchiment d'argent et enquêter sur les flux financiers illicites. Nous devons mieux utiliser les outils de saisie des avoirs et œuvrer de concert pour réprimer la criminalité organisée. L'ampleur du défi est telle que nous avons besoin de la mobilisation véritable de tous les acteurs internationaux et nationaux. Nous avons besoin d'une réponse collective efficace afin de préserver la démocratie.

Ensemble, nous pouvons proposer des solutions meilleures et plus durables aux défis mondiaux. Ces solutions doivent avant tout être axées sur les citoyens. Lors des élections de l'année dernière, les Moldoves ont clairement fait savoir que notre pays pouvait mieux faire. Malgré de multiples revers, notre peuple continue de se battre sans relâche pour notre jeune démocratie et notre avenir européen. Mus par le ferme mandat en faveur du changement qui nous a été confié, nous commençons à éliminer la corruption au sein de l'État. Nous réformons le secteur de la justice. Nous lançons un important programme de construction d'infrastructures. Nous nous employons à relier le Moldova au reste de l'Europe par des ponts, des voies ferrées rénovées et des réseaux électriques et gaziers interconnectés. Nous faisons partie de zones de libre-échange tant avec l'Union européenne qu'avec nos voisins de l'Est. Nous pouvons d'excellentes possibilités commerciales à leur offrir. Notre population est très instruite et travaille dur. Nous sommes en passe de devenir un pays attractif pour les investissements. Nous avons des projets ambitieux en matière de numérisation de l'économie et du secteur public. La protection de l'environnement est un élément central de notre processus de réforme. Il y a encore un an, tout cela ne relevait encore que de l'espérance. Aujourd'hui, nous commençons à concrétiser cet espoir.

Nous venons de lieux différents et nos ambitions nationales sont différentes, mais nos vies sont liées. Les défis mondiaux que j'ai évoqués nous rapprochent plus que jamais. Leur complexité ne peut être surmontée que si nous déployons des efforts collectifs pour trouver des solutions durables. Ces solutions sont plus faciles à trouver dans le monde d'aujourd'hui, car nous avons à notre disposition non seulement des esprits brillants mais aussi les outils nécessaires.

Nous nous félicitons du rapport du Secrétaire général, intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982), qui constitue un plan d'action tourné vers l'avenir visant à renforcer la coopération mondiale afin de relever efficacement nos défis communs. Ce n'est que grâce à la

solidarité et à une coopération internationale plus étroite que nous, États Membres de l'ONU, pourrions surmonter les défis d'aujourd'hui et de demain et concrétiser la vision d'un monde où les peuples vivent dans la paix et la prospérité, en harmonie avec la nature.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République de Moldova de l'allocation qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Maia Sandu, Présidente de la République de Moldova, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Luis Lacalle Pou, Président de la République orientale de l'Uruguay

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République orientale de l'Uruguay.

M. Luis Lacalle Pou, Président de la République orientale de l'Uruguay, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Luis Lacalle Pou, Président de la République orientale de l'Uruguay, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Lacalle Pou (*parle en espagnol*) : Il y a presque deux ans maintenant, le monde a radicalement changé, et ces bouleversements ont affecté toutes les nations, riches, pauvres, grandes, petites, développées et en développement. En plus, nous n'avions aucun plan indiquant la marche à suivre, et chaque pays a fait face à la pandémie en s'appuyant sur ses propres recettes. Les résultats, nous les connaissons. Ils ont varié d'un pays à l'autre, même si certains ont mis en œuvre des mesures similaires.

En définitive, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a révélé de manière brutale nos forces et nos faiblesses. Il convient de saluer le travail remarquable accompli par les chercheurs et les scientifiques, nos systèmes de santé, qui se sont retrouvés débordés, et par nos enseignants et professeurs, qui ont déployé des trésors d'ingéniosité pour continuer d'une manière ou d'une autre d'assurer l'éducation. Le travail a lieu aussi connu un changement inédit. En somme, l'humanité a démontré sa capacité d'adaptation face à une crise d'une telle ampleur. Je dirais qu'en cela nous l'avons vue sous

son meilleur jour. Dans le même temps, la pandémie a mis en évidence les inégalités et les disparités, pour la plupart structurelles, qui existent entre les pays, ainsi que la solidité démocratique et le goût pour la liberté des différents gouvernements et sociétés.

Notre pays, l'Uruguay, a un grand sens de la démocratie et chérit au plus haut point la liberté individuelle comme étant l'état le plus pur de chaque personne. Ce qu'a démontré la pandémie, s'il en était besoin, c'est que l'accès inégal aux outils nécessaires fait que tout le monde ne jouit pas de la même manière de la liberté. Cela a mis en évidence la fausse dichotomie entre la présence de l'État et la liberté individuelle. En outre, dans les pays où l'État assure correctement la protection de la population, les individus les plus vulnérables ont accès aux outils dont ils ont besoin pour exercer leur liberté. Je pense que nous devons prendre le temps de réfléchir à ce point. Lorsque nous discutons des politiques intérieures de chacun de nos pays, il ne faut pas oublier que ces politiques ont des répercussions internationales.

Nous ne pouvons concevoir la liberté sans la responsabilité et la solidarité pour chacun d'entre nous dans son propre environnement. Dans mon pays, l'Uruguay, nous avons démontré qu'en faisant preuve d'une liberté responsable, nous pouvions gérer la pandémie dans une large mesure, sans revers majeurs. La solidarité de la communauté s'est manifestée lorsque nous avons entrepris des activités importantes, mais également dans le cadre d'actions inconnues du grand public qui ont néanmoins eu un impact positif. En ce qui concerne les efforts internationaux, auxquels les pays ont participé d'une manière ou d'une autre, nous leur avons confié une partie de notre développement. Nous devons être clairs à cet égard, notamment en ce qui concerne les vaccins. Il y a eu une course contre la montre pour développer les vaccins, et ils ont été mis au point en un temps record. Je précise que je ne parle pas ici de brevets ou de formules mais d'accès aux vaccins. Il y a eu une pénurie de vaccins, et leur distribution n'était pas équitable. Chaque pays a été contraint d'acheter ses propres vaccins. J'estime qu'il est important de le souligner, car nous savons tous que le processus de vaccination est vital pour rétablir la liberté dans nos pays.

Je voudrais mentionner trois autres points qui ont eu des répercussions sur la liberté des personnes. Pendant une pandémie, les gouvernements doivent protéger leur population. Notre priorité absolue est de protéger nos compatriotes. Toutefois, nous devons

également veiller à ce que cette protection ne se transforme pas en protectionnisme. Nous devons être libres de commercer et de rivaliser pour atteindre l'excellence. Nous devons avoir accès aux marchés. Ce processus est actuellement en cours dans notre pays, le processus de réouverture au monde. Nous devons coopérer avec tous les pays, blocs et grandes puissances.

En outre, je tiens à saisir cette occasion pour aborder la question des violations des droits de l'homme perpétrées par certains gouvernements d'États Membres de l'Organisation. Nous respectons évidemment le principe de non-intervention, mais il faut également comprendre que nous ne pouvons pas fermer les yeux sur ces violations. Nous devons les dénoncer. L'abus de pouvoir porte atteinte à ces libertés. Les gouvernements autoritaires qui sont craints par leurs peuples et qui restreignent leurs libertés finissent par appauvrir leurs populations pendant plusieurs générations.

Enfin, pour reprendre un point qui a déjà été évoqué ici par plusieurs chefs d'État, je tiens à dire que s'agissant de l'avenir de la liberté et de la santé de la planète, nous avons fait des déclarations, participé à des conférences et pris des engagements, mais le moment est venu d'agir. D'autres ont également souligné ce point à cette tribune. Les mécanismes de financement sont essentiels pour que les pays puissent avoir accès et puissent progresser dans les domaines du développement durable et de la protection de l'environnement.

Je voudrais conclure sur une vision optimiste de la situation actuelle. Dans ma jeunesse, je rejetais la philosophie de Thomas Hobbes et le concept selon lequel l'homme est un loup pour l'homme. L'expérience a montré qu'il avait complètement tort. Pour ceux qui ne l'ont pas lu, je recommande un livre de l'auteur suédois Hans Rosling, intitulé *Factfulness*, dans lequel il démontre clairement l'évolution positive de l'humanité. Après l'Assemblée, chacun d'entre nous retournera dans son pays et reprendra ses tâches quotidiennes sur la scène nationale, mais ne perdons pas de vue ce que nous avons dit et entendu ici. Chaque action, aux quatre coins du monde, nous concerne tous. S'il y a un enseignement à tirer de la pandémie, c'est que nous ne faisons qu'un.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République orientale de l'Uruguay de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Luis Lacalle Pou, Président de la République orientale de l'Uruguay, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M^{me} Kersti Kaljulaid, Présidente de la République d'Estonie

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République d'Estonie.

M^{me} Kersti Kaljulaid, Présidente de la République d'Estonie, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Kersti Kaljulaid, Présidente de la République d'Estonie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Kaljulaid (*parle en anglais*) : Je suis désolée que nous n'ayons pas pu nous réunir depuis si longtemps. Je regrette tout particulièrement que les conversations que nous avons entamées avec un grand nombre de personnes présentes ici sur le développement numérique et le sous-développement numérique aient été interrompues. Heureusement, les séances de réflexion, les hackathons et d'autres événements similaires se sont poursuivis en ligne, apportant notamment des idées nouvelles à la vitesse de l'éclair sur la meilleure façon de surmonter ou de contourner les circonstances dans lesquelles nous avons tous été soudainement jetés.

Je suis fière que nous nous soyons tous précipités en ligne, à l'échelle mondiale, pour rester en contact les uns avec les autres, fournir un soutien pédagogique, développer des services juridiques en ligne et, dans la mesure du possible, recourir à des systèmes sans contact. Je tiens à remercier tout particulièrement le Chef des poursuites du Kenya, qui a fait en sorte que les Kényans puissent faire appel aux tribunaux et recevoir des verdicts même lorsqu'ils ne pouvaient pas se déplacer ou se réunir. Le Kenya ne reviendra pas en arrière, car même lorsque les voyages seront à nouveau sûrs, pourquoi quelqu'un devrait-il faire un voyage de plusieurs centaines de kilomètres pour être entendu ? C'est un exemple encourageant. Au-delà des larmes que nous avons versées pour nos proches disparus et malgré le désespoir et la dévastation, des solutions ont émergé qui permettront à nos sociétés de devenir meilleures et plus égalitaires. J'espère que tous les gouvernements qui voient les avantages de la fourniture de services en

ligne continueront dans cette voie. Cela aide les gens des zones rurales et les mères de jeunes enfants qui ne peuvent pas aller faire la queue devant les bureaux administratifs. Cela donne aux personnes ayant des besoins particuliers un meilleur accès à ce que les sociétés peuvent leur offrir.

Il y a un autre enseignement positif que nous pouvons tirer de la pandémie. Si nous concentrons vraiment nos efforts financiers et scientifiques, à l'échelle mondiale, sur un problème, nous pouvons en venir à bout, mais seulement si nous avons véritablement conscience de son urgence. Je me sens encouragée pour la lutte contre les changements climatiques, qui sont au moins aussi dangereux pour la race humaine qu'une pandémie. Cette urgence est maintenant largement admise. Un jour, nous surmonterons les changements climatiques. Le jour viendra où l'humanité pourra regarder en arrière et constater que nous aurons réduit la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Ce ne sera pas le jour où nous verrons la planète Terre se calmer. Les tempêtes inattendues, les canicules dans des endroits aux températures normalement modérées et les chutes de neige dans des régions qui ne sont pas habituées au froid mordant se poursuivront même lorsque nous aurons arrêté la tendance à la hausse des émissions. Toutefois, ce sera le jour où nous rendrons l'espoir à nos enfants. À partir de là, ils pourront espérer que la planète se remette lentement.

Si nous pouvons arrêter maintenant les changements climatiques, en suivant l'exemple des gouvernements plus soucieux des segments faibles de la société et en trouvant la même ferveur que nous avons tous eue dans la quête de vaccins, les générations futures considéreront cette décennie de ce siècle comme le moment du grand relèvement. Si nous échouons, elle sera vue comme le début de la fin. J'espère que la première option l'emportera, mais, même si cet espoir est justifié, il y a beaucoup d'autres problèmes urgents sur lesquels nous devons nous concentrer, tout en gardant le tableau d'ensemble au premier plan dans notre esprit.

Samedi dernier, des gens de plus de 160 pays se sont unis pour nettoyer le monde. Au cours des trois dernières années, plus de 50 millions de personnes de toute la planète ont participé à cette initiative. Le World Clean Up Day, lancé par les Estoniens en 2008, est maintenant l'un des plus grands mouvements civiques de notre époque, unissant environ 160 pays du monde entier en faveur d'une planète plus propre. Le simple fait

de nettoyer est devenu une force qui relie des personnes et des groupes qui autrement n'auraient jamais rêvé de travailler pour le même objectif. C'est un remarquable exemple du pouvoir local des personnes unies par la technologie et la volonté de faire elles-mêmes quelque chose pour sauver notre planète. Cependant, si nos peuples peuvent s'organiser et faire beaucoup par et pour eux-mêmes, ils peuvent ne pas être en mesure de le faire tous, car des conflits ravagent encore de nombreux pays, tandis que de nouveaux sont apparus. Des guerres continuent d'être menées, de l'Ukraine à la Syrie. Des régimes autoritaires comme celui du Bélarus, par exemple, ont trouvé de nouveaux moyens hybrides d'attaquer des sociétés démocratiques et les innocents qui les composent. Ceux qui souffrent le plus restent les groupes les plus vulnérables de nos sociétés – les femmes, les enfants et les adolescents.

Quand je me suis rendue en Afghanistan au mois d'avril, j'y ai rencontré des gens qui avaient grandi dans une société de reconstruction et d'espoir pour l'avenir. Les femmes travaillaient comme sages-femmes et pouvaient suivre des études et aller au travail, prendre soin de leur famille et mettre leurs connaissances et leur expérience au service d'autrui. Aujourd'hui, leur futur semble sombre, pour dire le moins, tout comme la situation du pays dans son ensemble. Leurs besoins humanitaires sont gigantesques. Environ la moitié de la population de l'Afghanistan, soit plus de 18 millions de personnes, notamment les femmes et les enfants, a un besoin urgent d'aide humanitaire. En tant que Mandataire mondiale des Nations Unies pour chaque femme et chaque enfant, je suis attristée que les progrès accomplis ces deux dernières décennies en Afghanistan puissent être annulés si rapidement. Alors que nous nous désespérons au sujet du droit des Afghanes de prendre part normalement à la société, nous ne devons pas oublier que les possibilités offertes aux femmes et aux enfants dans le monde ont été battues en brèche par la pandémie. Même les pays les plus développés ne font pas exception.

Les statistiques sur la part des femmes dans la population active et leur proportion parmi les chômeurs, le nombre de femmes ne pouvant pas recevoir de soins prénatals et postnatals et le nombre d'enfants privés de repas à l'école sont le témoignage silencieux et sombre de la pandémie – la pandémie de l'ombre. La situation n'était pas bonne même avant que la maladie à coronavirus ne frappe. Par exemple, nous n'étions pas bien partis pour atteindre l'objectif de développement durable consistant à en finir avec la faim d'ici à 2030.

Les données rassemblées par les institutions du partenariat H6, avec lesquelles je travaille en ma qualité de Mandataire mondiale des Nations Unies, prévoient que nous devons repenser nombre de nos stratégies de développement afin de regagner le terrain perdu au cours des pandémies et même un peu plus. La pandémie de l'ombre, celle des affamés et du manque d'accès à l'éducation et aux soins de santé, se poursuivra au moins jusqu'à ce que nous parvenions à vacciner la population mondiale, et ensuite il faudra encore du temps pour inverser les tendances négatives. L'Estonie apporte une contribution d'au moins 900 000 doses de vaccin. En Estonie, presque chaque adulte qui reçoit une injection en fait le don d'une à quelqu'un d'autre dans le monde. Si l'on ne vaccine pas la population mondiale, il ne sera pas possible de se relever de la pandémie de l'ombre. Nous sommes tous responsables de l'avenir, et nous devons tous faire notre part.

Le 17 septembre, avec ses amies baltes – la Lettonie et la Lituanie –, l'Estonie a célébré le trentième anniversaire de son admission à l'ONU. Trente ans, c'est un peu plus qu'une génération humaine. Aujourd'hui, l'Estonie est un membre élu du Conseil de sécurité. Au fil des années, nous n'avons pas seulement été des consommateurs de la sécurité, nous en avons aussi été des contributeurs responsables dans diverses régions du monde, du Sahel à l'Iraq, en passant par l'Afghanistan.

Au mois de mars 2019, en tant que Présidente de la quatrième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, l'Estonie a dirigé l'adoption d'une déclaration ministérielle par laquelle des pays du monde entier ont décidé de créer une stratégie mondiale pour les données environnementales à l'horizon 2025. La stratégie prévoit la définition de normes communes concernant les données et une augmentation de la qualité des données environnementales. Elle vise également à favoriser l'interopérabilité et le partage de données transfrontières et à améliorer les capacités de suivi environnemental des pays et leurs méthodes d'analyse en la matière. À l'appui du processus, l'Estonie est en train de lancer une alliance mondiale – « l'alliance des données pour l'environnement » – qui rassemblera les pays intéressés par l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité des données environnementales et l'élaboration de solutions numériques. Étant donné que les problèmes environnementaux ne s'arrêtent pas aux frontières nationales, nous devrions effacer toutes les frontières quand nous utilisons des données environnementales. L'alliance sera lancée durant la cinquième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement en

février 2022. Chaque pays peut apporter sa contribution, quelle que soit sa taille.

Au XIX^e siècle, l'importance d'une nation se mesurait à l'aune de ses ressources naturelles et de son territoire. Au XX^e, elle reposait principalement sur la puissance militaire. De nos jours, les citoyens d'un pays en constituent la principale ressource, ils ne sont pas seulement des instruments de production, ils sont aussi des individus dotés de droits et de libertés, d'imagination, d'ingéniosité et d'un esprit d'entreprise sans limite. Seules les personnes véritablement libres sont suffisamment créatives pour prospérer au XXI^e siècle, et seules les démocraties peuvent offrir cette liberté à leurs citoyens. C'est pourquoi la démocratie, les droits de l'homme et les droits des nations sont les outils les plus importants pour la paix et la prospérité. La paix et la prospérité à long terme ne peuvent naître que du respect des droits fondamentaux.

Pour les Estoniens, les progrès techniques ne peuvent être séparés du respect de ces libertés et droits fondamentaux. La transformation numérique et l'économie des données intégrées représentent l'une des plus grandes opportunités pour notre avenir et peuvent rendre nos pays plus efficaces. Elles sont particulièrement importantes pour les petits pays aux ressources limitées.

Il existe également un autre aspect important de la numérisation que nous ne devons jamais oublier, à savoir le rôle d'égalisateur que jouent les technologies numériques. L'année dernière, afin de prévenir l'apparition d'inégalités et de fractures numériques, l'Estonie et Singapour ont coparrainé une déclaration mondiale sur la réponse numérique à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), intitulée « Comblent les fractures numériques : la réponse numérique à la COVID-19 ». Bien entendu, la valeur que nous pouvons tirer des outils dépend de l'usage qui en est en fait, c'est-à-dire la manière dont ils sont utilisés et leur finalité. Nous ne devons pas aider les États répressifs à devenir plus efficaces. Au contraire, nous devons aider ceux qui veulent utiliser les outils numériques dans l'intérêt de leurs citoyens, et non au détriment de ceux-ci ou pour les opprimer.

Il est important pour l'Estonie que le socle de notre coopération soit constitué de valeurs, de principes et d'intérêts communs, qui reposent tous fondamentalement sur la confiance, en particulier une confiance instaurée à l'aide de moyens numériques. Au sommet numérique récemment organisé à Tallinn, nous avons discuté de la manière de faire fond sur la confiance, la

transparence et la libre circulation des données pour rendre les investissements concernant les grandes infrastructures transfrontalières dignes de confiance. La préoccupation des gouvernements et des organisations internationales a montré qu'il faut un cadre commun pour renforcer notre coopération – une connectivité fiable. Ce cadre présente le vocabulaire, les intérêts, les valeurs, les normes et les principes communs dont nous avons besoin pour préserver la démocratie et faire en sorte que les pays démocratiques répondent à la demande mondiale d'infrastructures physiques et numériques en offrant une alternative de qualité et de normes supérieures à celles des fournisseurs de connectivité qui ne partagent pas notre amour pour des sociétés libres. Depuis ses débuts, l'Estonie fait partie de ceux qui s'emploient à élaborer un cadre normatif en vue d'un comportement responsable des États dans le cyberspace. Le droit international est au cœur de ce cadre, notamment la Charte des Nations Unies dans son intégralité, le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme. En tant que pays hôte du *Manuel de Tallinn*, publié de manière indépendante et dont la troisième édition est entamée, nous insistons vivement sur ce point.

En tant que membre élu du Conseil de sécurité, nous avons eu le plaisir d'organiser la toute première discussion officielle du Conseil sur la cybersécurité au début de l'année (voir S/2021/621), ce qui nous a permis de mieux faire connaître les menaces que l'utilisation malveillante du cyberspace fait peser sur la paix et la sécurité internationales et de créer une dynamique propice à la mise en œuvre du cadre actuel. Les discussions sur la cybersécurité et la cybercriminalité doivent nous permettre de fournir des efforts concertés pour appliquer les règles que nous avons déjà. Nous ne pouvons pas nous engager dans cette voie sans y associer les entreprises et les organisations de la société civile.

Les cadres juridiques sont de la plus haute importance, mais les lois à elles seules ne nous protègent pas. Nous avons aussi besoin d'empathie, de démocratie, d'état de droit, de bonne gouvernance et de la flexibilité nécessaire pour nous adapter aux changements causés par la COVID-19, entre autres. Les pays exportent ce qu'ils sont réellement et ce qui se passe à l'intérieur de leur propre pays. Les pays qui répriment leur population répandent également la peur dans d'autres pays et dans d'autres sociétés. C'est pourquoi nous devons mentionner la répression au Bélarus. Ensemble, nous devons nous opposer au comportement agressif et déstabilisateur du régime d'Aleksandr Lukashenko et continuer de

croire que la volonté du peuple bélarussien doit être la principale ligne directrice à suivre pour façonner l'avenir de la République du Bélarus.

Pour cette raison, nous ne pouvons pas oublier la péninsule de Crimée occupée ou la situation dans l'est de l'Ukraine. L'Ukraine a notre soutien ferme et inébranlable pour défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale et pour la politique de non-reconnaissance de l'annexion illégale de la Crimée par la Russie. La sécurité est une question globale. La sécurité de l'Ukraine est aussi la nôtre. En tant que membre élu du Conseil de sécurité, nous continuons de maintenir la question de l'agression de la Russie dans la région du Donbass et de l'annexion illégale de la Crimée à l'ordre du jour du Conseil.

C'est aussi pour cette raison que nous devons parler des flux migratoires affectés par l'instabilité et les troubles qui secouent différents continents. C'est pourquoi l'Estonie soutient l'idée d'un sommet pour la démocratie, organisé par le Président Biden. Pour sa part, l'Estonie organisera la prochaine Conférence mondiale sur la liberté des médias afin de renforcer les synergies entre Internet et la liberté des médias à une période où les journalistes et les professionnels des médias dépendent de plus en plus de la liberté d'Internet et des technologies modernes. De plus, promotion de la liberté des médias et lutte contre la désinformation vont de pair. C'est pourquoi nous continuons de soutenir les droits des femmes et des filles partout dans le monde. Il ne peut y avoir de démocratie, de sécurité ou de développement si on ne tient pas compte de la moitié de l'humanité.

Lorsque nous envisageons l'avenir, nous devons parler des droits et de la protection des enfants, en particulier dans les situations de conflit. En Afghanistan, les enfants de moins de 15 ans représentent au moins 45 % de la population. Ils ont besoin d'être protégés, d'avoir accès à l'éducation et aux soins de santé, sinon nous ajouterons des éléments au cycle sans fin des conflits.

M. Adom (Côte d'Ivoire), Vice-Président, assume la présidence.

L'Estonie, en tant que membre élu du Conseil de sécurité, met l'accent sur la participation pleine, égale et réelle des femmes aux processus de paix et à la lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre. Nous essayons de faire entendre la voix des militantes des droits humains en les invitant à informer le Conseil de sécurité. Nous avons également pu appeler l'attention

sur la situation des enfants dans les conflits armés qui se dégrade sans cesse, situation qui a été aggravée par la COVID-19. Mais nous savons que cela est loin d'être suffisant.

Une action concrète est plus que jamais nécessaire. L'ONU s'appuie sur la coopération pour résoudre les problèmes internationaux de nature économique, sociale, culturelle ou humanitaire. Cependant, la solidarité ne devient une réalité que si nous en appliquons les principes chaque jour. Il existe un grand potentiel de solidarité au sein de l'ONU, quels que soient les problèmes auxquels nous sommes collectivement confrontés. Quand on veut, on peut, toujours. Nous sommes toujours prêts à servir l'ONU.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République d'Estonie de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Kersti Kaljulaid, Présidente de la République d'Estonie, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Chandrikapersad Santokhi, Président de la République du Suriname

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Suriname.

M. Chandrikapersad Santokhi, Président de la République du Suriname, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Chandrikapersad Santokhi, Président de la République du Suriname, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Santokhi (parle en anglais) : Je tiens à féliciter S. E. M. Abdulla Shahid pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session, et à l'assurer du plein appui de mon pays pendant sa présidence. Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier S. E. M. Volkan Bozkır du brio avec lequel il a dirigé les travaux de l'Assemblée à la session précédente, qui a été très difficile, et lui souhaiter bonne chance dans ses activités futures.

Les événements imprévisibles survenus dans le monde sur le plan politique et économique ont montré que la coopération multilatérale, la solidarité

internationale et des mesures concrètes sont plus que jamais nécessaires. En effet, nous devons tous œuvrer de concert pour offrir aux populations et à la planète prospérité, paix et partenariats. Tous ces défis interconnectés peuvent être considérés comme un puzzle, dont les pièces se trouvent dans différents pays. Je nous invite tous à collaborer pour reconstituer ce puzzle et assurer l'avenir de notre planète. Ainsi, nous ferons preuve de leadership, d'humanité, de responsabilité politique et d'engagement. L'heure est à la solidarité, à l'unité et au leadership mondial.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a clairement mis en évidence qu'en temps de crise, la prétendue solidarité internationale n'a que peu de sens, voire aucun sens. Le multilatéralisme et la solidarité internationale ont été mis à l'épreuve. La pandémie a révélé des faiblesses dans l'efficacité de nos mécanismes internationaux et de notre infrastructure juridique mondiale. Malheureusement, le principe de la responsabilité et de l'effort collectifs a été remplacé par une approche plus individuelle, visant à protéger la nation d'abord. Cela étant, je voudrais saisir cette occasion pour exprimer ma sincère gratitude aux pays et aux organisations qui ont fait preuve de solidarité à notre égard et qui ont apporté un appui précieux à mon pays et à mon peuple dans la lutte contre la pandémie dès le début. Nos remerciements vont tout particulièrement au Royaume des Pays-Bas, à l'Inde, à la Chine et aux États-Unis d'Amérique.

Pour remédier aux faiblesses de nos systèmes de santé qui ont été exposées, nous devons prendre des mesures innovantes et recourir aux technologies modernes et à la coopération internationale. Je voudrais souligner l'importance, à l'avenir, d'utiliser la science et la technologie à des fins pacifiques. Nous devons également prêter attention aux aspects sociaux et psychologiques à long terme, au fossé éducatif et à la fracture numérique qui se creusent, ainsi qu'à l'accès inégal aux vaccins. En outre, de nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes, qui font partie d'une région à revenu intermédiaire, n'ont malheureusement pas bénéficié des différentes solutions multilatérales d'allègement de la dette dans le cadre de la COVID-19.

Nous devons mettre au point une stratégie pour l'après-COVID-19, en mettant l'accent sur l'élaboration d'une approche efficace pour améliorer les niveaux de vaccination dans nos sociétés, reconstruire l'économie et créer un fonds pour le relèvement après la COVID-19, avec l'appui des institutions financières internationales

et du secteur privé. Nous ne pouvons pas revenir à ce à quoi nous étions habitués. Nous devons plutôt réfléchir à la façon dont nous nous organiserons pour une nouvelle normalité, avec la COVID-19, et supprimer les obstacles pour favoriser les affaires et les investissements.

Au-delà des graves répercussions de la COVID-19, nous faisons face à des problèmes financiers et économiques, notamment un lourd fardeau de la dette. À cet égard, l'accès aux financements à des conditions favorables est d'une importance capitale pour relancer notre économie. Nous nous heurtons actuellement à des instruments de classification irréalistes, injustes et contre-productifs. Le Suriname attend avec intérêt de nouvelles méthodes substantielles d'appui financier, fondées sur la réalité socioéconomique des pays concernés. Dans le même temps, les vulnérabilités des pays doivent être prises en compte. J'appelle tout le monde à appuyer l'indice de vulnérabilité multidimensionnel, tel que proposé par les petits États insulaires en développement, et à supprimer les obstacles bureaucratiques pour appuyer ces États. C'est dans notre intérêt à tous.

Le Suriname souscrit à l'appel lancé en faveur d'une ONU plus forte et plus efficace. Une ONU restructurée et revitalisée doit veiller à rester la source de recours de la communauté internationale ainsi que le foyer de la justice internationale et d'une prise de décision équitable. Je suis fermement convaincu que les sociétés doivent être organisées sur la base des valeurs démocratiques, de la bonne gouvernance, d'un système judiciaire indépendant et du respect des droits humains. Pour atteindre ces objectifs, nous devons permettre aux pays, en particulier durant cette crise de la COVID-19, de développer des économies durables, sans entrave. L'isolement et les blocus commerciaux, comme dans le cas de Cuba, dans ma région, sapent ces principes et ne favorisent pas la réalisation de ces objectifs. C'est pourquoi j'appelle à la poursuite du dialogue et des négociations pour régler les différends et les conflits dans le cadre de la Charte des Nations Unies.

Les changements climatiques demeurent un grave défi et une menace existentielle qui exigent notre attention à tous. Ces derniers mois, nous avons été témoins de leurs répercussions mondiales sous forme d'inondations meurtrières, d'incendies de forêt généralisés et d'une nette augmentation des températures mondiales. Aucun pays ni aucune région n'a été épargné. Dans mon pays, le Suriname, et dans d'autres pays ayant des zones côtières de faible élévation, nous sommes déterminés à lutter contre les changements climatiques parce que

nous sommes particulièrement vulnérables, même si nous avons contribué le moins à ce problème.

Le Suriname est un pays à forte couverture forestière, près de 93 %, et à faible déforestation. Nous apportons une contribution importante à l'atténuation des effets des changements climatiques et sommes l'un des rares pays au monde à avoir un bilan carbone négatif. Pourtant, nous ne tirons pas pleinement parti des arrangements internationaux relatifs à une gestion rationnelle des forêts. Le moment est venu de prendre conscience des défis uniques auxquels sont confrontés les pays en développement à forte couverture forestière et à faible déforestation et de leur assurer un accès équitable au financement de l'action climatique.

Alors que nous nous préparons à la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26), qui se tiendra au début du mois de novembre de cette année à Glasgow, nous devons garder à l'esprit que de nobles idéaux assortis d'engagements politiques forts ne signifient pas grand-chose s'ils ne sont pas soutenus par de nouvelles ressources financières. La COP26 doit donc déboucher sur des engagements ambitieux et réalisables.

Le Suriname appelle les pays développés à s'engager de nouveau à verser les 100 milliards de dollars promis pour soutenir les pays en développement, comme convenu dans l'Accord de Paris sur le climat de 2015. À cet égard, je souligne l'importance de l'Organisation du traité de coopération amazonienne et la nécessité d'appuyer ses activités visant à protéger la forêt amazonienne et sa biodiversité.

Il y a un an, le nouveau Gouvernement surinamais, sous ma direction, a pris ses fonctions et a dû faire face à plusieurs défis financiers et économiques. Outre les défis posés par les changements climatiques et la pandémie de COVID-19, mon pays se trouve face à un choix budgétaire difficile : assurer le service d'une dette souveraine en hausse ou consacrer davantage de ressources à la santé, à l'éducation et aux moyens de subsistance de nos citoyennes et citoyens. Afin de contenir notre énorme dette extérieure et de redresser notre économie, mon pays a décidé d'élaborer un plan de relance complet, qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds monétaire international, et nous espérons obtenir sans tarder l'approbation du Conseil des gouverneurs.

Le Suriname est également sur le point d'attirer d'importants investissements étrangers directs, notamment dans les industries extractives, l'agriculture et le tourisme. À cette fin, un environnement favorable est en train d'être mis en place, notamment l'élaboration d'une politique locale et d'un nouveau code d'investissement, afin de faciliter les investissements. En conséquence, j'invite le monde des affaires à investir dans mon beau pays et à contribuer au développement durable et à notre transition vers une économie verte.

Enfin, je me tiens dans cette salle, bastion du multilatéralisme et de la solidarité internationale, et j'appelle chacun d'entre nous à passer des paroles aux actes. Nous avons besoin d'un nouveau multilatéralisme, plus souple, plus équitable et plus efficace, fondé sur les nouvelles réalités du monde actuel : un multilatéralisme efficace, accompagné d'un leadership collectif et d'une approche axée sur les solutions, qui réponde aux besoins de tous les pays.

Il est de notre devoir, en tant que dirigeants, de bâtir un monde et une planète meilleurs pour celles et ceux qui vivent aujourd'hui, mais surtout pour les générations à venir.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Suriname de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Chandrikapersad Santokhi, Président de la République du Suriname, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Julius Maada Bio, Président de la République de Sierra Leone

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Sierra Leone.

M. Julius Maada Bio, Président de la République de Sierra Leone, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Julius Maada Bio, Président de la République de Sierra Leone, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Bio (*parle en anglais*) : Je félicite le Président de l'Assemblée générale, qui s'est vu confier la responsabilité de diriger les travaux de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session. Il peut

compter sur le plein appui de la Sierra Leone pendant sa présidence.

Je félicite aussi son prédécesseur, S. E. M. Volkan Bozkır, de la République turque, pour sa conduite efficace et efficiente des travaux de l'Assemblée à sa soixante-quinzième session. Nous lui sommes profondément reconnaissants des efforts qu'il a déployés pour encourager une approche multilatérale visant à contenir la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et à gérer ses conséquences multiples dans le cadre de plusieurs réunions de haut niveau.

Je félicite également le Secrétaire général, António Guterres, pour sa reconduction et l'assurance du soutien continu de la Sierra Leone tandis qu'il dirige et coordonne les mesures prises par l'ONU pour relever les défis mondiaux persistants. La Sierra Leone s'associe à son appel, qui porte, entre autres sujets tout aussi importants, sur la priorité à donner à la riposte à la COVID-19, à l'accès aux vaccins et à l'équité, à la lutte contre la pauvreté, les inégalités et les effets des changements climatiques et à la promotion de l'égalité des genres, ainsi qu'à la protection et à la promotion des droits humains.

Notre aspiration collective à un avenir sûr, équitable et prospère a été mise à rude épreuve ces dernières années. Alors que le monde est aux prises avec la tragédie, le traumatisme et les conséquences néfastes de la pandémie de COVID-19, la Sierra Leone se félicite de toutes les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à la COVID-19. La Sierra Leone soutient aussi pleinement toutes les initiatives politiques qui promeuvent la coopération multilatérale dans la lutte contre la pandémie et la mise en œuvre de mesures visant à atténuer ses répercussions à long terme sur la vie et les moyens de subsistance des populations. Nous sommes convaincus que notre engagement collectif, dans le cadre de partenariats multilatéraux, permettra au monde de traverser les affres de cette pandémie, d'accroître sa résilience et de se relever durablement. Le thème de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale, « Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience afin de se relever de la COVID-19, reconstruire durablement, répondre aux besoins de la planète, respecter les droits des personnes et revitaliser l'Organisation des Nations Unies », est donc tout à fait approprié et d'actualité.

La pandémie de COVID-19 a bouleversé des vies et des économies, entravé le développement en raison de la réaffectation des ressources pour le développement et

de la rétention des capitaux privés, aggravé la menace posée par les changements climatiques et l'insécurité alimentaire, creusé les inégalités et les injustices et exacerbé les fragilités. Les nations risquent de ne pas atteindre les objectifs de développement durable et de ne pas renforcer leur résilience face aux chocs futurs. Cependant, malgré un pessimisme prématuré selon lequel l'ordre mondial tel que nous le connaissons s'est effondré, la Sierra Leone estime qu'il y a des raisons pour un regain d'optimisme et de nouvelles perspectives de croissance. Notre pays remercie l'ONU, les pays amis et les institutions multilatérales qui nous ont accompagnés pendant cette période orageuse que nous traversons depuis mars 2020.

En Sierra Leone, grâce à notre programme d'action rapide en faveur de la reprise économique, nous renforçons la résilience budgétaire en investissant dans l'agriculture, en développant le capital humain et en augmentant la productivité grâce à la diversification économique. Nous sommes toutefois convaincus que notre relèvement après la pandémie de COVID-19 sera basé sur une augmentation des investissements du secteur privé, des échanges commerciaux internationaux et du financement du développement dans les secteurs à forte croissance. À cet égard, nous avons créé un écosystème commercial favorable, résolu à l'amiable des différends commerciaux, ratifié des instruments internationaux en matière de commerce et d'emploi et continué de progresser dans la lutte contre la corruption, car c'est bon pour les affaires et la gouvernance.

Notre plan structuré de préparation sanitaire, qui a été mis en œuvre en accordant une attention particulière à la science et aux données, a permis de sauver des vies et de protéger les moyens de subsistance. Consciente de la nécessité de sauver des vies et de préserver la dignité humaine, la Sierra Leone a pris des mesures en amont pour briser les chaînes de transmission, limiter les infections, réduire au minimum les décès et atténuer les effets de la COVID-19 sur sa population. Nous saluons la solidarité mondiale, grâce à laquelle notre pays a pu être approvisionné en vaccins contre la COVID-19. Nous tenons à remercier tout particulièrement la République populaire de Chine, la France, les États-Unis, le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins et d'autres institutions multilatérales. Les taux de vaccination augmentent dans notre pays et la couverture vaccinale de notre population s'étend. Le pire du variant Delta est peut-être derrière nous, mais nous restons vigilants.

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, nous avons redoublé d'efforts pour améliorer le développement du capital humain, soutenir nos citoyens et nos communautés les plus vulnérables, construire des institutions fortes, créer des espaces démocratiques plus inclusifs, construire des infrastructures et assurer la prestation des services publics. Nous pensons que la résilience ne doit pas être un espoir mais un objectif qu'il faut s'efforcer d'atteindre avec diligence et détermination. Nous ne voulons plus être perçus comme un pays accablé par les tragédies et les échecs du passé. Nous ne voulons plus être considérés et décrits comme un pays qui se remet de multiples problèmes, allant de la guerre civile à Ebola, en passant par la mauvaise gouvernance, la paralysie économique et l'insécurité alimentaire et climatique. Nous sommes un pays qui s'efforce plus que jamais de réaliser son énorme potentiel.

Notre démocratie pacifique a mûri. Des élections prévisibles, régulières et pacifiques sont devenues la norme. Les acteurs de la société civile sont des partenaires à tous les niveaux de la gouvernance et de la prestation des services publics. Nous avons créé une commission indépendante pour la paix et la cohésion nationale, afin de favoriser la cohésion sociale et de consolider la paix dans notre pays. Nous continuons à éliminer les menaces qui pèsent sur les libertés démocratiques et les droits humains. Nous avons abrogé une loi vieille d'un demi-siècle qui érigeait en infraction la diffamation seditieuse. Aucun responsable politique ou militant des droits humains n'est en prison pour avoir exprimé ses convictions. Aucun journaliste n'est emprisonné pour avoir pratiqué le journalisme en Sierra Leone. Nous avons aboli la peine de mort dans notre pays.

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, nous avons promu le droit à l'éducation en ayant recours à des solutions originales, notamment les technologies d'enseignement à distance et d'enseignement hybride à l'échelle nationale. Le pays compte 800 000 élèves supplémentaires, et nous avons porté la part du financement de l'éducation nationale dans le budget national est à 22 %. Par ailleurs, l'apprentissage s'est poursuivi tout au long de la pandémie. Notre politique d'inclusion radicale accorde à tous les élèves un accès gratuit et sûr à une éducation de qualité, y compris les filles enceintes, les parents apprenants et les enfants des zones pauvres et rurales ou handicapés. Grâce à des mesures exhaustives de sécurité dans les écoles, à un programme scolaire remanié, à des technologies éducatives hybrides, à des examens de transition crédibles,

à l'offre de repas scolaires, à des politiques en matière de santé scolaire et à d'autres politiques tournées vers l'avenir, nous réalisons des progrès soutenus en Sierra Leone. Nous recherchons des partenariats pour étendre ces investissements dans l'éducation, la formation technique, l'enseignement supérieur et l'entrepreneuriat. Ce n'est qu'ainsi que nos jeunes pourront saisir les possibilités qui s'offrent pour développer l'économie, innover, tirer parti des technologies de la quatrième révolution industrielle et créer de nouvelles perspectives pour notre pays.

Dans le cadre de nos efforts visant à garantir le droit à la santé, nous avons simultanément combattu la COVID-19 et d'autres fléaux tels que le paludisme, le VIH et la tuberculose, avec l'appui du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. L'Alliance Gavi a financé la fourniture des vaccins. Les taux de mortalité maternelle et infanto-juvénile sont en baisse dans tout le pays et nous comptons sur de nouveaux partenariats pour faire encore plus de progrès. En ce qui concerne le droit au travail, nous avons payé les salaires régulièrement pendant la pandémie de COVID-19 et apporté notre appui aux populations vulnérables. Le taux de pénétration d'Internet a augmenté et nous améliorons l'accès à l'énergie dans tout le pays grâce à une diversification des sources, notamment l'énergie solaire.

La Sierra Leone s'associe aux efforts internationaux visant à protéger les droits des femmes, à préparer davantage de femmes à la vie active, à élargir leur accès aux ressources et à promouvoir l'autonomisation et l'équité de genre. L'édification de sociétés résilientes et inclusives après la pandémie de coronavirus passe par un meilleur accès à la justice au sein de sociétés sûres et sécurisées. En Sierra Leone, nous avons étendu les services d'aide juridictionnelle aux personnes pauvres et mal desservies, et créé des tribunaux spéciaux pour accélérer le traitement des affaires relatives aux infractions sexuelles, à la sécurité sociale, à la corruption et à de petites réclamations, entre autres. La Sierra Leone appelle à la solidarité mondiale en ce qui concerne l'accès à la justice et aux voies de recours pour les personnes ayant subi des violences sexuelles, en faisant fond sur nos efforts nationaux visant à lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre. À cet égard, j'ai demandé à la Mission permanente de la Sierra Leone auprès de l'Organisation des Nations Unies de déposer une résolution distincte sur cette question à l'Assemblée générale. Faisons en sorte que cette année soit celle où l'ONU prend les mesures qui s'imposent en faveur de

toutes les personnes ayant subi des violences sexuelles. Nous continuerons également de collaborer étroitement avec nos partenaires dans le domaine de la cybersécurité et des biens publics numériques, et de lutter contre la migration clandestine. Nous avons lancé des initiatives locales et mis en place des modèles de coopération, en complément de l'action internationale.

Les changements climatiques entraînent de graves dangers en termes de dégradation des terres, d'irrégularité des précipitations, d'élévation du niveau de la mer et de hausse des températures. Ensemble, ils menacent la sécurité alimentaire et hydrique, les ressources halieutiques et l'accès à l'énergie. La Sierra Leone souscrit à tous les engagements mondiaux en matière d'action climatique et se réjouit à la perspective de participer à la prochaine Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Glasgow et à la quinzième Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique. Nous intégrons des politiques et des projets intelligents sur le plan climatique dans nos priorités de développement. L'année dernière, nous avons créé un organisme officiel pour renforcer notre capacité à gérer le cycle complet de gestion des catastrophes. Toutefois, comme pour les autres pays les moins avancés, le manque de financement climatique demeure un obstacle majeur à la mise en œuvre de nos mesures d'atténuation et d'adaptation. En conséquence, la Sierra Leone se joint aux autres pays les moins avancés pour demander un fonds vert pour le climat afin d'atteindre l'objectif de 100 milliards de dollars à l'appui des plans d'atténuation et d'adaptation des pays en développement. Grâce à cela, nous pourrions créer de nouveaux emplois verts, en particulier pour les jeunes et les femmes, encourager les communautés durables et inclusives, et renforcer la résilience aux chocs liés aux changements climatiques.

En dépit de ces progrès, nos sous-régions d'Afrique doivent composer avec les déficits de paix découlant de l'extrémisme violent, de la piraterie et d'autres formes d'instabilité. Notre organisation continentale, l'Union africaine, et, au niveau sous-régional, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, sont pleinement mobilisées. Nous invitons instamment l'ONU à renforcer sa collaboration et ses partenariats avec ces instances et ces gouvernements afin de faire advenir une sous-région plus pacifique. Mon pays joue un rôle de chef de file pour les pays fragiles et touchés par un conflit du Groupe G7+. Nous insistons sur le lien entre paix et développement, et réitérons notre appel conjoint à un cessez-le-feu mondial et à la recherche de la paix

par le dialogue et la réconciliation à l'échelle nationale. Ce n'est qu'alors que nos nations pourront sortir de la fragilité pour s'engager sur la voie du développement durable.

Si la pandémie de COVID-19 est universelle, elle touche néanmoins de manière disproportionnée les pays comme les nôtres du Groupe G7+. Les nations les plus pauvres du monde se heurtent aux sinistres problèmes que sont les ralentissements économiques mondiaux, la réduction de l'aide étrangère et les déficits commerciaux plus creusés. Le succès des efforts de relance sur le plan mondial dépendra du relèvement des pays en situation de fragilité. Nous avons entrepris des examens nationaux volontaires et des examens par les pairs pour faire le bilan des progrès que nous avons accomplis et des difficultés qu'il nous faut surmonter. Nous pensons que, grâce à nos réformes en cours, nous pourrions passer de la fragilité à un avenir durable et résilient. En investissant dans le développement du capital humain et la mise en place d'institutions efficaces, responsables et inclusives, nous croyons que cet avenir est à notre portée.

Un ordre mondial plus juste et plus équitable après la COVID-19 sera uniquement possible quand toutes les nations et régions du monde pourront dialoguer d'égale à égale. Nous devons en finir avec les hiérarchies de pouvoir et discuter en égaux de nos préoccupations communes et de nos aspirations partagées. La Sierra Leone note les remarquables progrès que l'ONU et ses États Membres ont faits sur la question de la décolonisation. Nous encourageons donc les États Membres à dégager des approches nouvelles pour avancer sur la décolonisation, conformément au mandat énoncé dans la résolution 1514 (XV). L'ordre mondial de l'après COVID-19 requiert davantage de partenariat et de collaboration, avec des contributions de toutes les nations de tous les continents du monde. Nous ne pouvons pas exclure les voix des 54 nations et des membres de la population mondiale, au nombre de 1,2 milliard, qui vivent en Afrique. Nous ne pouvons pas justifier cette exclusion avec des structures de pouvoir établies il y a 75 ans. Nous devons réaffirmer nos valeurs communes et œuvrer à la réalisation de nos aspirations partagées sur un pied d'égalité.

Nous pouvons commencer à remédier à ces déséquilibres flagrants en réformant le Conseil de sécurité afin de le rendre plus largement représentatif, plus

efficace et plus transparent, pour conférer plus de légitimité à ses décisions. La Sierra Leone est consciente des efforts déployés pour injecter une vie nouvelle aux discussions sur la réforme du Conseil de sécurité. En tant que Coordinatrice du Comité de 10 chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine sur la réforme du Conseil de sécurité, la Sierra Leone note avec satisfaction les progrès enregistrés durant la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale qui ont consisté à prendre acte de la large reconnaissance par les États Membres de l'aspiration légitime de l'Afrique à jouer le rôle qui lui revient sur la scène mondiale et de leur soutien général à la réalisation de cette aspiration. Comme affirmé dans la Position africaine commune, énoncée dans le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte, il est urgent de réparer cette injustice historique qui a été faite à l'Afrique. L'Afrique demande pas moins de deux sièges permanents, avec l'ensemble des droits et des prérogatives des membres permanents, y compris le droit de veto, si l'on conserve le veto, et deux sièges supplémentaires dans la catégorie des membres non permanents du Conseil de sécurité. Au nom des États membres de l'Union africaine, j'exhorte tous les membres à démontrer leur détermination renouvelée à réformer le Conseil de sécurité et à le rendre plus représentatif, plus inclusif, plus démocratique, plus transparent et plus responsable.

Pour terminer, je tiens à dire une fois de plus que la Sierra Leone travaillera avec ses partenaires pour améliorer l'ordre multilatéral fondé sur des règles, collaborer sur notre programme mondial commun pour l'après-COVID-19 et reconstruire en mieux et de façon plus durable.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Sierra Leone de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Julius Maada Bio, Président de la République de Sierra Leone, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Nous venons d'entendre le dernier orateur pour cette séance. Nous poursuivrons le débat général à la prochaine séance plénière, qui débutera à 15 heures.

La séance est levée à 14 h 50.

Annexe I

Allocution de S. M. le Roi Abdullah II ibn Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie

[Original : arabe et anglais]

Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux,

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Excellences,

C'est un plaisir particulier que de participer aux travaux de l'Assemblée générale, alors que nos pays se réunissent pour défendre une cause commune – répondre à nos préoccupations partagées ; être attentifs aux graves menaces mondiales ; et avancer, plus vite, vers le monde que nos populations méritent, en ne laissant personne de côté.

Je n'ai nul besoin d'entrer dans le détail de ce dont nous sommes tous au fait. Les problèmes actuels les plus graves ont une portée mondiale – la pandémie meurtrière, les changements climatiques, les conflits violents exploités par les extrémistes mondiaux, les clivages économiques déstabilisateurs, et une crise mondiale persistante des réfugiés.

Nos pays ont un intérêt commun à lutter efficacement contre ces problèmes. Cela suppose d'agir collectivement, et l'accent doit être mis sur l'action. On ne peut se contenter d'aspirer à une évolution positive. Nos travaux doivent être coordonnés et structurés pour avoir un effet dans le monde réel.

La Jordanie appuie depuis longtemps une approche collective. Depuis que notre pays a été fondé il y a 100 ans, nous collaborons étroitement avec les partenaires régionaux et internationaux à l'appui de la paix, du progrès et du respect mutuel dans le monde entier. Nous savons que le parcours est semé d'épreuves et de difficultés, mais nous voyons également de formidables possibilités de bâtir un monde meilleur.

Chers amis,

Le partenariat mondial est essentiel au règlement d'un des conflits les plus longs de l'histoire moderne – le conflit palestino-israélien.

La guerre implacable menée contre Gaza au cours de l'année écoulée nous a rappelé que la situation actuelle est tout simplement insoutenable. Et la souffrance que nous continuons d'observer montre une fois de plus qu'il est essentiel de maintenir notre appui à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, qui continue de s'acquitter du mandat confié par l'ONU et de fournir des services humanitaires essentiels à 5,7 millions de réfugiés palestiniens vulnérables.

Mais combien d'autres foyers seront perdus ? Combien d'autres enfants devront encore mourir avant que le monde n'ouvre les yeux ? Une sécurité véritable pour les deux parties – et en réalité pour le monde entier – ne peut être réalisée qu'au moyen de la solution des deux États, qui mènera à la création d'un État palestinien indépendant, souverain et viable sur la base des lignes de juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, vivant côte à côte avec Israël dans la paix et la sécurité.

Et Jérusalem est au cœur de cette paix. Des milliards de personnes dans le monde entier portent cette ville sainte dans leur cœur.

De son côté, la Jordanie continuera de s'employer à préserver le statu quo historique et juridique de Jérusalem et de ses lieux saints islamiques et chrétiens, qui sont sous tutelle hachémite.

J'estime que le caractère sacré de Jérusalem pour les musulmans, les chrétiens et les juifs peut et doit nous rassembler. Grâce à l'aide internationale, la Ville sainte peut devenir non pas une source de division, mais un symbole d'unité visible pour tous.

Chers amis,

Ailleurs dans la région, le Liban est confronté à une situation humanitaire et économique catastrophique. Des conditions de vie désespérées menacent des millions de personnes – des tables familiales sans nourriture, des maisons sans électricité et sans eau, des lieux de travail incapables d'opérer. En cette période de besoins accrus, nous devons apporter un soutien sans réserve au peuple libanais pour lui permettre de se relever de cette crise. Cela exige une mobilisation internationale bien planifiée et exécutée à laquelle nous participerons tous.

Et le monde ne doit pas oublier les millions de réfugiés qui se trouvent dans des pays hôtes tels que le Liban. Les Jordaniens comprennent parfaitement que cela a de graves répercussions. Depuis des générations, notre pays fait des sacrifices pour venir en aide à des millions de réfugiés qui fuient l'injustice et le danger. Le bien-être de ces millions de personnes et des communautés qui les accueillent relève de la responsabilité de la communauté internationale. Il est essentiel de continuer d'appuyer le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme alimentaire mondial et les autres organismes qui prennent en charge les réfugiés et les communautés d'accueil et leur donnent de l'espoir.

Chers amis,

Le fait de laisser des personnes dans le besoin, des innocents en péril et des conflits sans solution donne l'avantage aux extrémistes mondiaux, qui exploitent le désespoir, la frustration et la colère générés par ces crises.

Même si nous avons gagné certaines batailles, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme n'est pas terminée. Notre mobilisation collective et mondiale reste essentielle.

Pour affronter tous les problèmes et répondre aux besoins, la Jordanie continue de collaborer étroitement avec ses partenaires. Tout au long du processus d'Aqaba, qui suit une approche globale, nous avons contribué à réunir les dirigeants concernés pour coordonner les efforts, échanger les meilleures pratiques et élaborer de nouvelles stratégies, entre autres.

Chers amis,

Si l'humanité n'avait aucune autre menace à affronter, il resterait nécessaire qu'elle s'unisse pour lutter contre la principale menace existentielle de notre époque – la crise climatique mondiale. La Jordanie, qui fait partie des pays les plus pauvres en eau, est douloureusement consciente de cette menace. Notre plan d'action national pour une croissance verte vise à garantir l'efficacité énergétique et à renforcer notre résilience dans les domaines de l'eau et de l'agriculture.

Néanmoins, aucun pays ne peut combattre les changements climatiques à lui seul. C'est un rappel puissant de la nécessité de réfléchir à de nouveaux moyens d'unir le monde et l'humanité dans l'action pour lutter contre toutes les crises et tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

C'est pour cette raison que la Jordanie appelle les réseaux régionaux de résilience à mettre en commun leurs ressources et à répondre rapidement et avec souplesse aux besoins qui se présentent. Nous sommes disposés à utiliser l'emplacement stratégique de notre pays – au carrefour de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe – pour faciliter la plus vaste action internationale possible.

Cela dit, tous les pays ont des forces et des capacités à offrir ; chaque région a la possibilité d'accélérer l'action mondiale globale ; et chaque organe international peut guider, renforcer et coordonner l'action mondiale et y contribuer.

Nous pouvons, ensemble, à l'Assemblée générale, repenser et recalibrer notre monde et l'éloigner du danger.

Nous connaissons les menaces ; nous connaissons les possibilités. Nous devons maintenant, ensemble, prendre les mesures nécessaires.

Merci.

Annexe II

Allocution de S. M. le Roi Salman Bin Abdulaziz Al-Saud, Roi d'Arabie saoudite et Président du Conseil des ministres du Royaume d'Arabie saoudite

[Original : arabe et anglais]

Au nom d'Allah, le plus clément, le plus miséricordieux,

Majestés, Altesses, Excellences,

Monsieur le Président de l'Assemblée générale, Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs,

Que la paix soit avec vous.

Nous tenons en premier lieu à féliciter M. Abdulla Shahid de son élection à la présidence de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale, et nous lui souhaitons plein succès dans ses fonctions. Je tiens également à remercier son prédécesseur, M. Volkan Bozkır, des efforts qu'il a déployés en sa qualité de Président durant la session précédente. Je félicite également le Secrétaire général de sa réélection pour un second mandat, et je salue les efforts uniques qu'il déploie pour améliorer l'efficacité des institutions des Nations Unies afin d'atteindre les objectifs énoncés dans la Charte.

Monsieur le Président,

Le Royaume d'Arabie saoudite est un Membre fondateur de l'ONU. Depuis qu'il a signé la Charte à San Francisco, le Royaume défend les objectifs et principes visant à préserver la paix et la sécurité internationales, à régler les conflits par des moyens pacifiques, à respecter la souveraineté et l'indépendance et à éviter toute ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays. Les problèmes qui touchent la communauté internationale aujourd'hui exigent de renforcer la coopération multilatérale internationale.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a montré que le relèvement durable repose sur la coopération de tous à l'intérieur d'un cadre collectif. Le Royaume d'Arabie saoudite a joué un rôle vital en dirigeant l'action de la communauté internationale face à la pandémie durant sa présidence du Groupe des Vingt (G20) l'année dernière. Le Royaume a appuyé les efforts mondiaux de lutte contre la pandémie en versant une contribution de 500 millions de dollars, qui s'est ajoutée aux 300 millions de dollars d'aide fournis pour aider les pays à lutter contre la pandémie.

En dépit des difficultés économiques, le Royaume d'Arabie saoudite reste déterminé à jouer un rôle important sur les plans humanitaire et du développement en aidant les pays qui en ont le plus besoin et ceux qui sont touchés par des catastrophes naturelles et des crises humanitaires. En 2021, le Royaume a été le premier fournisseur d'aide humanitaire et au développement dans les mondes arabe et musulman, et l'un des trois premiers donateurs au niveau international.

Le Royaume aspire vivement au relèvement de l'économie mondiale. J'en veux pour preuve les efforts sans précédent qu'il déploie en collaboration avec ses partenaires de l'OPEP+ et dans le cadre du G20 pour remédier aux graves conséquences

de la pandémie de COVID-19, en vue de renforcer la stabilité des marchés pétroliers et d'équilibrer les réserves tout en protégeant les intérêts des fournisseurs et des consommateurs.

Monsieur le Président,

Le Royaume est conscient de la nécessité d'appuyer les efforts visant à faire face aux problèmes communs liés aux changements climatiques et à leurs effets néfastes. Il a donc lancé des initiatives inédites et importantes pour la région et le monde, en particulier l'Initiative verte saoudienne, l'Initiative verte pour le Moyen-Orient et l'économie à carbone circulaire, qui contribueront à la réalisation des objectifs mondiaux dans ces secteurs.

La Vision de l'Arabie saoudite à l'horizon 2030 vise en substance à parvenir à la prospérité, à bâtir un avenir meilleur et à créer l'une des meilleures économies ainsi qu'une société dynamique qui collabore avec le monde. Cinq ans après l'adoption de la Vision 2030, nous avons accompli des progrès considérables en ce qui concerne l'appui aux industries locales, le développement des infrastructures, les technologies de l'information et les solutions énergétiques, les investissements dans nombre d'autres secteurs, l'autonomisation des femmes et des jeunes et l'amélioration de la qualité de vie de toute la population.

Dans cet esprit, la politique étrangère du Royaume accorde la priorité au renforcement de la paix et de la sécurité, à l'appui au dialogue et aux solutions pacifiques ainsi qu'à la création de conditions propices qui permettront de réaliser le développement et de répondre aux aspirations des populations à un avenir meilleur au Moyen-Orient et dans le monde entier. Cela est illustré par l'efficacité avec laquelle le Royaume a promu l'entente entre les États membres du Conseil de coopération du Golfe et par notre contribution efficace au groupe des Amis du Soudan, ainsi que par notre appui aux efforts entrepris par l'Iraq pour se relever et retrouver son statut.

Par ailleurs, le Royaume appuie fermement les efforts en faveur d'un règlement pacifique contraignant de la question du Grand Barrage de la Renaissance, de manière à protéger les droits d'accès à l'eau de l'Égypte et du Soudan. Le Royaume appuie les solutions pacifiques aux crises en Syrie et en Libye, sous l'égide de l'ONU, ainsi que tous les efforts visant à réaliser la paix et la stabilité en Afghanistan pour répondre aux aspirations du peuple afghan et préserver les droits de tous les membres de la société afghane.

Monsieur le Président,

Nous soulignons que la paix est l'option stratégique pour la région, sur la base d'un règlement juste et permanent de la question palestinienne fondé sur les résolutions internationales pertinentes et l'Initiative de paix arabe, d'une manière qui garantit le droit du peuple palestinien à créer son propre État indépendant à l'intérieur des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.

L'Initiative de paix pour le Yémen présentée par le Royaume en mars de cette année permettrait de mettre fin au conflit, de faire cesser les effusions de sang et de mettre un terme aux souffrances du peuple yéménite frère. Malheureusement, la milice houthiste terroriste continue de rejeter les solutions pacifiques. Elle a choisi plutôt une approche militaire pour élargir son contrôle du territoire yéménite, commet des agressions quotidiennes contre des biens de caractère civil à l'intérieur du Royaume et porte atteinte à la navigation internationale et l'approvisionnement énergétique mondial. La milice houthiste utilise les souffrances du peuple yéménite qui a désespérément

besoin d'aide humanitaire, ainsi que les risques que présente la détérioration de l'état du *FSO SAFER*, comme monnaie d'échange et à des fins d'extorsion.

Monsieur le Président,

Le Royaume s'est toujours conformé aux résolutions et aux principes de légitimité internationale, en respectant la souveraineté nationale de tous les États et en rejetant toute ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays. Le Royaume se réserve le droit légitime de se défendre contre toute attaque menée au moyen de missiles balistiques ou d'avions sans pilote et de navires chargés d'explosifs. Le Royaume rejette catégoriquement toute tentative de s'ingérer dans ses affaires intérieures.

L'Iran est notre voisin. Nous espérons que nos pourparlers préliminaires mèneront à des résultats tangibles afin de renforcer la confiance, d'ouvrir la voie à la réalisation des aspirations de nos peuples en établissant des relations de coopération sur la base du respect de la souveraineté et des principes et des résolutions de légitimité internationale, en s'abstenant de toute ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays. L'Iran doit également mettre fin à toute forme d'appui aux groupes terroristes et aux milices sectaires qui sèment la guerre, la destruction et la souffrance parmi les peuples du monde.

Le Royaume souligne qu'il importe que le Moyen-Orient reste une zone exempte d'armes de destruction massive. En conséquence, il appuie les efforts internationaux visant à empêcher l'Iran de mettre au point des armes nucléaires. Le Royaume est profondément préoccupé par le comportement de l'Iran, qui est contraire à ses engagements et qui est diamétralement opposé à ce qu'il prétend, à savoir que son programme nucléaire est utilisé à des fins pacifiques.

Le Royaume continuera de lutter contre l'idéologie extrémiste basée sur une rhétorique de haine et d'exclusion. Il poursuit sa lutte contre les pratiques des groupes terroristes et des milices sectaires qui sèment la destruction parmi les peuples et les nations. Le Royaume souligne qu'il est essentiel que la communauté internationale s'oppose fermement à tous ceux qui soutiennent, parrainent, financent et abritent des groupes terroristes et des milices sectaires, ou qui les utilisent pour propager le chaos et la destruction afin de renforcer leur hégémonie et leur influence.

Que la paix soit avec vous.

Annexe III

Allocution de M. David Kabua, Président de la République des Îles Marshall

[Original: anglais]

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Excellences,

C'est un grand plaisir pour moi que de vous transmettre les salutations chaleureuses, le « yokwe », de la République des Îles Marshall.

Les petits pays vulnérables comme le mien ont désespérément besoin d'une ONU plus forte. Même si nous sommes bien conscients de graves problèmes auxquels nous sommes tous confrontés, nous ne devons pas oublier que l'ONU a été créée non seulement pour représenter la diversité mondiale, mais également pour œuvrer sans relâche à la réalisation des idéaux communs que sont la démocratie, des sociétés libres et sûres et les droits fondamentaux de la personne humaine. Si nous oublions les erreurs qui ont provoqué les conflits militaires mondiaux du siècle dernier, je crains que nous ne soyons condamnés à les répéter.

Tous ceux qui sont déterminés à agir doivent montrer la voie – aussi bien les petits pays que les grands pays. Nous ne pouvons accepter les tentatives qui visent à changer les règles du jeu en ce qui concerne les droits fondamentaux universels. Une nouvelle menace pèse sur la sécurité de ma région des îles du Pacifique, sous forme de concurrence géopolitique entre les principales puissances mondiales – serons-nous de nouveau prisonniers d'un bras de fer politique ? Tout au long de l'histoire de mon jeune pays, nous avons cherché à bâtir une démocratie indépendante et libre qui garantit les droits élémentaires et individuels de chaque personne, tout en affrontant des problèmes considérables en matière de développement. En tant que dirigeants de pays insulaires, nous devons rester fermement engagés en faveur d'une région indo-pacifique libre et ouverte, et rejeter tous ceux qui veulent que nous renoncions à nos valeurs fondamentales par la contrainte. Je me félicite de la tenue récente du dialogue en matière de défense entre le Japon et les îles du Pacifique, qui constitue une mesure de confiance essentielle pour contrer les influences autoritaires.

Pourtant, on ne sait toujours pas si l'ONU et la communauté internationale peuvent dénoncer comme il se doit cette menace émergente, et si nos partenaires traditionnels les plus proches peuvent répondre à notre appel en créant un partenariat véritable qui va bien au-delà des déclarations à la presse, et qui contribue au progrès de nos communautés locales.

Monsieur le Président,

Les Îles Marshall restent déterminées à construire une région des îles du Pacifique plus forte, capable de relever ces défis majeurs pour la démocratie, la sécurité et le développement, y compris la menace que représente la montée des eaux pour notre nation atoll de faible altitude. Cela étant, nous devons nous attaquer à ces problèmes par l'intermédiaire d'institutions où nos voix et nos aspirations au leadership sont considérées au même rang que celles des autres. Nous ne pouvons pas rester à l'arrière plan dans les questions qui nous concernent directement. Même si les Îles Marshall

sont en train de se retirer du Forum des îles du Pacifique, sous l'autorité finale de notre parlement, nous sommes aussi plus que jamais attachés à une action commune qui fasse progresser la démocratie, la sécurité et les droits de l'homme dans notre région.

À cet égard, je me félicite du renforcement du Sommet des Présidents micronésiens dans le Pacifique Nord, et nous espérons vivement former un front commun pour lutter contre les nouvelles menaces pour la sécurité, qui reflète directement les valeurs partagées de nos cultures et de nos Constitutions démocratiques.

Monsieur le Président,

J'appuie la solide détermination du Secrétaire général à faire en sorte que l'on passe des discussions sur la réforme du système des Nations Unies à des mesures de gestion claires. Je tiens à souligner qu'il est urgent de consentir des efforts tangibles et fondés sur des textes aux fins de la réforme du Conseil de sécurité. Il me plaît tout particulièrement d'appuyer l'ouverture, dans le courant de l'année, d'un nouveau bureau multipays des Nations Unies dans les États fédérés de Micronésie, destiné à servir les cinq pays insulaires du Pacifique Nord. C'est là une occasion exceptionnelle de renforcer le lien fragile entre objectifs nationaux et mondiaux, qui permettra au système international de se concentrer sur la structure à nulle autre pareille de nos nations. Nous nous félicitons de l'attention accrue de l'ONU et nous nous engageons à jouer notre rôle pour mieux intégrer l'aide de l'ONU dans la planification et la mise en œuvre nationales. Et j'insiste aussi tout particulièrement sur l'importance d'inclure une aide concrète pour remédier aux répercussions des essais nucléaires dans le prochain Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

Monsieur le Président,

Nous sommes réunis à l'ONU alors que la pandémie mondiale de maladie à coronavirus (COVID-19) continue de faire rage. La communauté internationale doit encore relever de grands défis pour intensifier la coopération internationale afin de fournir et de distribuer des vaccins, en particulier aux populations les plus vulnérables. Cependant, il me plaît d'annoncer que nous avons amplement atteint l'objectif de vacciner presque toutes les personnes répondant aux conditions requises dans notre pays. Je tiens en particulier à remercier les États-Unis de l'aide énergétique et rapide qu'ils nous ont apportée pour que les Îles Marshall ne soient pas laissées pour compte dans la campagne de vaccination. Nous sommes fiers de n'avoir toujours enregistré aucun cas de COVID-19, même si les risques futurs restent importants.

Cependant, nos frontières restent largement fermées, car nous ne disposons pas de toutes les capacités nécessaires pour faire face à une épidémie éventuelle, même minime. Alors que notre principal moteur économique, la pêche, commence seulement à redémarrer, notre nation reste contrainte de réduire ses efforts dans les domaines de développement essentiels, à un moment où nous aurions clairement dû aller de l'avant. Il est fondamental que le système international continue de renforcer ses efforts pour faire face aux répercussions socioéconomiques des mesures prises pour lutter contre la COVID-19 dans les petites nations insulaires éloignées.

Monsieur le Président,

Les changements climatiques restent la plus grande menace pour la sécurité et la prospérité de notre région, en particulier pour les nations atolls de faible altitude comme la mienne. Nous n'avons tout simplement pas de terres plus élevées à céder. Le leadership infatigable des petits États insulaires en développement et des cercles plus larges de partenaires montre clairement qu'une majorité écrasante de pays dans

le monde réclame que l'Accord de Paris ne reste pas de vaines paroles mais se traduise par des actions concrètes. La Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de cette année est une l'occasion ou jamais pour le monde de tenir les promesses de l'Accord de Paris de revoir les ambitions à la hausse. Nous continuons d'appuyer le rôle moteur joué par le Royaume-Uni en tant que pays hôte, quelles que soient les difficultés posées par la pandémie mondiale. Nous avons présenté notre engagement en faveur d'une action plus résolue, tant en ce qui concerne nos engagements nationaux en matière d'émissions et d'adaptation qu'en ce qui concerne notre espoir que le secteur maritime international joue un rôle véritablement prépondérant en faveur d'une ambition plus forte, mais nous ne pouvons pas agir seuls. Cette année est celle où nous devons redonner de l'ambition, et le monde, en particulier les pays les plus vulnérables, ne peut pas se permettre d'échouer à contenir la hausse de la température en dessous de 1,5° C. Les promesses antérieures d'un financement de l'action climatique plus important n'ont toujours pas été tenues, et même si elles le sont, ces financements devront être bien plus accessibles à celles et ceux qui en ont le plus besoin. Alors que le niveau de la mer continue imperturbablement de s'élever, il existe désormais un seuil immédiat entre les promesses non tenues et les actions réelles. Il faut qu'un rapporteur spécial sur les changements climatiques soit nommé afin qu'on accorde une attention accrue, grâce à une approche davantage fondée sur les droits de l'homme, aux personnes les plus vulnérables, pour lesquelles il n'existe souvent pas de solutions faciles. Le monde ne peut tout simplement pas retarder davantage l'ambition climatique.

Monsieur le Président,

À l'origine, la République des Îles Marshall était administrée dans le cadre d'un accord de tutelle d'importance stratégique de l'Organisation des Nations Unies, et elle reste le seul cas de l'histoire où, malgré nos avertissements à l'époque, un organe de l'ONU, le Conseil de tutelle, par l'intermédiaire de deux résolutions, a expressément autorisé des explosions nucléaires. Ces essais s'inscrivaient dans le cadre d'un programme plus vaste d'essais d'armes nucléaires comprenant 67 essais atmosphériques menés par les États-Unis en tant qu'Autorité administrante, entre 1946 et 1958, soit l'équivalent de 1,6 explosion de la puissance d'Hiroshima par jour, pendant 12 ans. L'héritage de ces essais reste une menace très actuelle, dans nos eaux, nos sols et nos organismes. Nous avons récemment formé une Commission nucléaire nationale pour coordonner des réponses efficaces, et nous continuons d'aborder ces répercussions sous l'angle des droits de l'homme.

Malgré notre détermination, nous n'avons tout simplement pas la capacité de répondre pleinement aux besoins locaux. Nous n'avons de cesse de souligner qu'aucun peuple ni aucune nation ne devrait jamais avoir à supporter un fardeau tel que le nôtre, et qu'aucun effort ne doit être épargné pour avancer vers un monde exempt d'armes nucléaires et de risques nucléaires, par tous les moyens efficaces possibles.

Monsieur le Président,

Nous nous félicitons des progrès récents visant à reprogrammer la Conférence des Nations Unies sur les océans, désormais prévue pour l'année prochaine, qui sera coorganisée par le Kenya et le Portugal. Nous attendons avec intérêt le sommet « notre océans », qui sera organisé l'année prochaine par les Palaos. Pour une nation dont le territoire est constitué à 99 % par l'océan, le leadership est une priorité indéniable. L'action mondiale en faveur des océans ne peut se limiter à des approches fragmentaires. Une volonté politique bien plus forte est nécessaire, et en tant que

grands États océaniques, nous montrons l'exemple. Avec nos voisins régionaux, nous avons défini nos frontières maritimes fixes, même face à la montée des eaux. Nous avons travaillé avec les parties à l'Accord de Nauru concernant la coopération dans la gestion des pêches d'intérêt commun pour faire en sorte que les stocks de thon dans le monde deviennent entièrement traçables et durables. Plus grand port thonier du monde, nous avons pris l'initiative de lancer une action nationale pour stimuler fortement la vaccination des équipages de pêche étrangers contre la COVID-19. Avec l'Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique, nous restons engagés en tant que région à garantir des normes minimales de base en matière sociale et de droits de l'homme pour les équipages, les observateurs et les navires qui pêchent dans nos eaux et font halte dans nos ports. Mais ces mesures resteront incomplètes sans un engagement plus solide des États pratiquant la pêche en eaux lointaines, dont beaucoup sont aussi des superpuissances mondiales. Les droits de l'homme s'appliquent dans les océans, sans exception, comme ils s'appliquent sur terre.

Monsieur le Président,

Plus de 75 ans après la Déclaration universelle des droits de l'homme, le monde ne parvient toujours pas à faire de ces aspirations des réalités. Il existe de nombreuses situations complexes en matière de droits dans le monde qui méritent une attention et une diplomatie plus minutieuses que ne le permettent les approches génériques. Pourtant, bien trop souvent, les nations cherchent à se soustraire à leurs responsabilités et tentent de se cacher derrière leur puissance politique ou utilisent la souveraineté, les héritages coloniaux ou les problèmes de développement comme excuses pour justifier les disparitions forcées et les exécutions extrajudiciaires ou pour réprimer l'expression politique la plus élémentaire. Agir ainsi ne profite tout simplement à personne.

Compte tenu de notre propre histoire et de notre expérience, nous restons déterminés à veiller à ce que la voix des plus vulnérables soit mieux entendue. La communauté internationale aurait dû tirer les enseignements de ses trop nombreuses erreurs du passé : la politique ne doit pas altérer notre jugement ni être un frein à l'action. En ce qui concerne le Myanmar, l'Assemblée générale s'est exprimée haut et fort en adoptant la résolution 75/287 au début de l'année, qui n'a fait l'objet que d'une seule objection et qui exhorte les forces armées à cesser d'utiliser la force meurtrière et à respecter la libre volonté du peuple.

En outre, les Îles Marshall sont fières de s'être associées à des déclarations conjointes interrégionales à l'Assemblée générale et au Conseil des droits de l'homme, exprimant une vive inquiétude face aux atteintes aux droits humains dans la région du Xinjiang de la République populaire de Chine, ainsi qu'à l'évolution récente de la situation à Hong Kong. Si une visite véritablement indépendante de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme n'est toujours pas programmée, nous encourageons vivement le Haut-Commissariat à rechercher toutes les solutions possibles pour approfondir son analyse et son évaluation.

Monsieur le Président,

La pandémie mondiale dévastatrice de COVID-19 requiert une action collective de la part de l'ensemble des pays, des parties prenantes et des peuples si nous voulons parvenir à une reprise placée sous le signe de résilience. Le Gouvernement démocratique taïwanais doit être autorisé à participer dignement et sur un pied d'égalité au système des Nations Unies, y compris l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation de l'aviation civile internationale et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, ainsi qu'aux activités liées aux objectifs de développement

durable. Il n'y a absolument rien dans la résolution 2758 (XXVI) de l'Assemblée générale qui empêche cette approche inclusive, et les pays ne peuvent aucunement se cacher derrière cette résolution car elle n'exprime aucune position sur Taïwan. En tant qu'organisation centrée sur l'être humain, l'ONU ne peut pas ignorer les Taïwanais ou continuer d'utiliser leur nationalité pour les exclure de ses séances ou des visites publiques de son Siègne. Le silence honteux doit être rompu.

Monsieur le Président,

Pour relever efficacement les graves défis auxquels nous sommes tous confrontés, la communauté internationale a besoin d'un leadership fort et d'un véritable engagement en faveur des droits humains et de la sécurité. Il est évident pour tous qu'un grand changement de cap est nécessaire pour reconstruire la confiance et la coopération politiques. Or, ce défi offre également une occasion cruciale de remodeler le monde de façon à le rapprocher des valeurs communes de liberté démocratique inscrites dans la Charte.

Merci et *kommol tata*.
